

Rapport de la

NEUVIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Lausanne, Suisse, 7-12 octobre 1974



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

RAPPORT

de la

NEUVIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

(organisée en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe)

Lausanne, Suisse

7-12 octobre 1974

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, 1975

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	
Organisation de la Conférence	1 - 9
Cérémonie d'ouverture	10 - 12
Election du Bureau	13
Adoption de l'ordre du jour	14
Clôture de la Conférence	15 - 17
RESUME DES DEBATS	18 - 22
POLITIQUE AGRICOLE DES PAYS EUROPEENS	
Objectifs et politiques en matière de production	23 - 31
Objectifs en matière d'utilisation des terres et questions de politiques connexes dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie	32 - 35
PRODUCTION ET PROTECTION DES PECHEES DANS LES EAUX INTERIEURES ET ESTUARINES D'EUROPE	
	36 - 41
ACTIVITES COURANTES ET FUTURES EN EUROPE	
Activités de la FAO	42 - 49
Activités du PAM	50 - 53
SUITE A DONNER AUX DELIBERATIONS	54
Suite à donner au titre des objectifs et politiques en matière de production	55 - 60
Suite à donner au titre des objectifs en matière d'utilisation des terres et questions de politiques connexes dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie	61 - 63
LIEU DE LA PROCHAINE CONFERENCE REGIONALE	64 - 66
ANNEXES	
A - ORDRE DU JOUR	
B - LISTE DES PARTICIPANTS	
C - LISTE DES DOCUMENTS	
D - ALLOCUTION D'OUVERTURE PRONONCEE PAR M. E. BRUGGER, PRESIDENT DE LA CONFEDERATION HELVETIQUE	
E - DISCOURS D'OUVERTURE PRONONCE PAR M. A.H. BOERMA, DIRECTEUR GENERAL	
F - ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. FRANCISCO AQUINO, DIRECTEUR EXECUTIF DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL	

INTRODUCTION

Organisation de la Conférence

1. La Neuvième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe s'est tenue à Lausanne (Suisse), au Palais de Beaulieu, du 7 au 12 octobre 1974, à l'invitation du Conseil fédéral helvétique.

2. Ont participé à la Conférence, les délégations de 26 Etats Membres de la Région européenne, comme suit :

Albanie	Grèce	Portugal
Allemagne, Rép.féd. d'	Hongrie	Roumanie
Autriche	Irlande	Royaume-Uni
Belgique	Israël	Suède
Bulgarie	Italie	Suisse
Danemark	Malte	Tchécoslovaquie
Espagne	Norvège	Turquie
Finlande	Pays-Bas	Yougoslavie
France	Pologne	

3. En outre, les Etats Membres suivants, appartenant à d'autres régions, ont envoyé des observateurs :

Canada	Etats-Unis d'Amérique
--------	-----------------------

4. L'observateur permanent du Saint-Siège était aussi présent à la Conférence.

5. Ont également assisté aux travaux des représentants des organisations et institutions ci-après du système des Nations Unies :

Conférence mondiale de l'alimentation des Nations Unies
Commission économique pour l'Europe
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Programme des Nations Unies pour le développement
Programme alimentaire mondial
Organisation internationale du travail
Agence internationale de l'énergie atomique

6. Des représentants de la Communauté économique européenne assistaient aux travaux.

7. Des observateurs des organisations intergouvernementales suivantes assistaient à la Conférence :

Conseil d'assistance économique mutuelle
Organisation de coopération et de développement économiques

8. Les organisations non-gouvernementales ci-après ont envoyé des observateurs à la Conférence :

Fédération européenne de zootechnie
Confédération européenne de l'agriculture
Fédération internationale de laiterie
Fédération internationale des producteurs agricoles

9. La liste des participants figure à l'Annexe B ci-après.

Cérémonie d'ouverture

10. Le Directeur général de la FAO, M. A.H. Boerma, ayant déclaré ouverte la Neuvième Conférence régionale pour l'Europe, a remercié le Conseil fédéral helvétique de son aimable invitation et prié M. E. Brugger, Président de la Confédération helvétique, de prendre la parole.

11. Au nom du Conseil fédéral, le Président a souhaité chaleureusement la bienvenue à tous les participants et rendu hommage à la FAO et au Directeur général pour les grands efforts que l'Organisation déploie sans relâche afin d'améliorer les conditions de vie des populations du monde entier. Il a exprimé l'espoir que tous les Etats Membres continueraient à lui apporter un soutien énergique. Le texte intégral de l'allocution du Président figure à l'Annexe D ci-après.

12. Le Directeur général a remercié le Président de son allocution si intéressante et donné la parole au Syndic de la Ville de Lausanne, M. J.P. Delamuraz. Celui-ci s'est déclaré très honoré que sa ville ait été choisie pour accueillir la Conférence et s'est félicité d'être associé aux travaux de la FAO à l'occasion de cette importante réunion.

Election du Bureau

13. Sur proposition de la délégation de la Turquie, appuyée par la délégation de la Pologne, la Conférence unanime a élu président M. J.C. Piot, Directeur de la Division fédérale de l'agriculture. Sur proposition de la délégation de la Finlande, appuyée par les délégations de l'Italie et de la Yougoslavie, la Conférence a élu à l'unanimité ses trois vice-présidents, comme suit :

Premier vice-président : M. A. Esteves Belo, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du Portugal

Deuxième vice-président : M. M.P. Murphy, Secrétaire parlementaire du Ministre de l'Agriculture et des Pêches d'Irlande

Troisième vice-président : M. I. Stanciu, Ministre adjoint, Ministère de l'Agriculture, des Industries Alimentaires et des Ressources hydriques de Roumanie

Adoption de l'ordre du jour

14. La Conférence adopte l'ordre du jour figurant à l'Annexe A ci-après.

Clôture de la Conférence

15. Le Président de la Conférence, M. J.C. Piot, Directeur de la Division fédérale de l'agriculture, a remercié les délégués et observateurs qui ont participé si activement aux travaux. Il a déclaré que les Etats Membres portent conjointement la responsabilité de la formulation judicieuse et de la bonne exécution des activités de la FAO et doivent donc s'efforcer de résoudre de concert les problèmes que posent l'agriculture mondiale en général et celle de l'Europe en particulier.

16. Parlant au nom du Directeur général de la FAO, M. G.E. Bildesheim, Représentant régional pour l'Europe, a remercié le Président de la Confédération helvétique, M. E. Brugger, d'avoir prononcé une allocution si intéressante à l'ouverture de la Conférence. Il a ensuite exprimé sa gratitude au Conseil fédéral suisse, au Département fédéral de l'économie nationale, aux autorités du Canton de Vaud et de la ville de Lausanne pour leur généreuse hospitalité. Il a adressé ses remerciements aux délégués et observateurs présents qui ont apporté une contribution positive aux débats et aux Président et Vice-Présidents qui ont dirigé les délibérations avec une si grande compétence. Hommage a enfin été rendu au Secrétariat suisse, en particulier M. R. de Pourtalès, qui a contribué si efficacement à la bonne marche de la Conférence.

17. Enfin, M. A. de Schonen, Chef de la délégation de la France, a adressé l'expression de la reconnaissance des délégations aux autorités suisses et au Président pour la parfaite organisation des travaux et les excellentes installations dont ont bénéficié les participants

RESUME DES DEBATS

18. Dans son exposé préliminaire, le Directeur général a principalement évoqué des questions intéressant la situation alimentaire de l'ensemble du monde ainsi que les problèmes complexes auxquels doit faire face l'agriculture européenne. Le texte intégral de cet exposé figure à l'Annexe E ci-après.

19. M. J. Stanovnik, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, s'est félicité que la coopération, déjà étroite, entre la Commission et la FAO continue de se resserrer. La Commission est un organisme régional multidisciplinaire qui couvre un bon nombre des pays industrialisés. Elle travaille depuis de longues années à promouvoir la coopération entre les pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents mais ayant de nombreux problèmes communs et l'heureuse conclusion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ne manquera pas de donner une nouvelle impulsion à ses activités. La Commission peut ainsi apporter sa dimension propre à l'examen des problèmes agricoles de la région dans le cadre de sa coopération avec la FAO.

20. Contrairement à celle de bien d'autres régions, l'agriculture de la région couverte par l'ECE est une activité de rapport à fort coefficient de capital qui a bénéficié des progrès rapides des sciences et des techniques et réalisé, depuis la guerre, une augmentation de productivité sans précédent. Cette même période d'après guerre s'est caractérisée par une expansion notable du commerce des produits agricoles, notamment entre les pays industrialisés et par une intégration croissante de l'agriculture dans l'économie; toutefois ce dernier phénomène a aussi eu pour effet de rendre l'agriculture de la région plus vulnérable aux événements qui se produisent dans le reste de l'économie et dans les autres pays.

21. Parmi les problèmes généraux qui ont fortement marqué l'agriculture au cours des dernières années, le Secrétaire exécutif a cité l'épuisement des stocks de produits agricoles qui assuraient auparavant une certaine marge de sécurité, l'inflation, la nécessité de conserver l'énergie et de bien l'utiliser, l'instabilité monétaire et l'accroissement important des déficits de paiement de nombreux pays. La situation actuelle est lourde de graves dangers qui ne sauraient être écartés par des décisions isolées n'intéressant qu'un pays ou un secteur économique déterminé. Pour découvrir la voie étroite qui mène à la croissance économique sans provoquer ni une aggravation de l'instabilité et des déséquilibres ni une régression économique, les pays doivent avoir conscience de l'interdépendance de leurs économies, accepter les responsabilités multilatérales et rechercher de concert des solutions orientées vers l'extérieur qui contribuent à instaurer un ordre économique équilibré.

22. Dans son allocution, M. F. Aquino, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, a exposé la situation actuelle du Programme ainsi que ses politiques et priorités pour l'avenir. Le texte intégral de son intervention est reproduit à l'Annexe F ci-après.

POLITIQUE AGRICOLE DES PAYS EUROPEENS

Objectifs et politiques en matière de production

23. Les délégations qui ont pris part aux débats sur ce point (en se fondant sur le document ERC: 74/2) se sont toutes déclarées préoccupées par la situation alimentaire mondiale et les tendances inquiétantes enregistrées dans les pays en développement. On a estimé de façon générale que, dans les circonstances actuelles, le potentiel agricole de l'Europe, son savoir-faire et sa technologie avancée pourront jouer un rôle important. Nombre de délégués ont demandé avec insistance que la prochaine Conférence mondiale de l'alimentation soit abordée dans un esprit constructif et se sont déclarés résolus à contribuer à la solution du problème alimentaire mondial.

24. Nombre de délégués ont indiqué qu'il est nécessaire de réexaminer les politiques et objectifs nationaux en matière de production à la lumière du changement de la situation mondiale. Il faut mettre l'accent sur l'accroissement de la sécurité alimentaire, l'amélioration de l'utilisation des ressources productives, l'emploi plus rationnel des facteurs de production et la suppression du gaspillage. A ce propos, on a aussi souligné qu'il serait nécessaire de réexaminer les modes et habitudes de consommation qui entraînent des gaspillages de denrées d'importance majeure, comme les céréales. Il serait utile d'entreprendre des études sur la consommation alimentaire humaine en rapport avec les besoins nutritionnels pour faciliter la mise au point de politiques alimentaires plus satisfaisantes.

25. L'impression générale qui s'est dégagée des débats a été que la plupart des pays se préparent à un effort de production accru mais un certain nombre de délégués ont fait état des incertitudes qui entachent la situation actuelle et gênent les responsables des politiques lorsqu'il s'agit de fixer des objectifs de production plus précis. Plusieurs délégués ont reconnu la nécessité d'adopter des objectifs et des politiques de production souples mais on a fait observer que l'agriculture ne présente probablement pas un degré de souplesse aussi grand qu'on l'imagine communément. Les décisions relatives aux investissements tendent à engager des ressources importantes, et souvent rares, pour des périodes prolongées; le cycle de production de divers produits est déterminé par la nature et ne saurait être modifié arbitrairement; enfin, les structures des exploitations et autres facteurs de l'agriculture de nombreux pays freinent les ajustements. Il est apparu nécessaire de disposer d'instruments de politique plus souples et appropriés pour mieux mettre en oeuvre les objectifs de production.

26. De nombreux délégués ont reconnu que les politiques structurelles présentent une grande importance et que les améliorations structurelles peuvent contribuer à donner plus de souplesse à la production, mais on a fait observer qu'il est difficile de pousser les politiques structurelles au-delà d'une certaine limite. Divers délégués ont exposé à la Conférence les programmes concernant les structures adoptés dans leur pays respectif et l'état d'avancement de ces programmes, en insistant toutefois sur le coût financier élevé de ces opérations et sur les considérations sociales et autres qu'il ne faut jamais perdre de vue. On a souligné énergiquement l'importance du développement régional intégré, surtout lorsqu'il s'agit des problèmes complexes des régions rurales peu développées.

27. Les délégués des pays d'Europe orientale ont, pour leur part, informé la Conférence des modifications de structures apportées à l'agriculture dans leurs pays, en signalant en particulier le mouvement rapide vers les formes nouvelles d'intégration horizontale et verticale que représentent les complexes agro-industriels. Ces nouvelles structures, a-t-on ajouté, facilitent l'application des techniques avancées, la réalisation d'économies d'échelle et, de façon plus générale, une meilleure intégration de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie. En outre, on a souvent fait mention de la régularité avec laquelle la demande de produits agricoles se développe actuellement dans ces pays.

28. Des délégations des pays d'Europe méridionale ont évoqué leurs méthodes de développement de l'agriculture et les difficultés rencontrées. Elles ont fréquemment fait état des problèmes liés au transfert massif de main-d'oeuvre agricole vers d'autres secteurs d'emploi, à la fragmentation des exploitations, à l'insuffisance de l'infrastructure ainsi qu'aux difficultés croissantes rencontrées dans le domaine du commerce des produits agricoles.

29. De nombreuses observations critiques ont été formulées au cours des débats quant à l'instabilité des marchés internationaux, encore renforcée par le recours de plus en plus fréquent aux mesures commerciales restrictives. Aucun pays ne doit chercher à résoudre ses problèmes intérieurs aux dépens de ses partenaires commerciaux, ont souligné plusieurs délégués. On a exprimé l'espoir que certains pays qui ont cru devoir récemment imposer des restrictions à l'importation, réussiront bientôt à normaliser les relations commerciales avec les pays tiers et qu'à l'avenir les pays en butte à des difficultés intérieures engageront chaque fois que possible des consultations avec leurs partenaires commerciaux avant de prendre des décisions définitives. Plusieurs délégués ont déclaré que leur pays était prêt à porter une attention particulière aux intérêts spéciaux des pays en développement.

30. On a également traité des aspects plus larges des politiques agricoles, et notamment des politiques de prix, en Europe occidentale. On a réaffirmé la nécessité de faire revenir les politiques de prix à leur objectif d'origine, à savoir l'orientation de la production. On a cependant reconnu qu'on n'a pas encore trouvé de bonne méthode de soutien des revenus agricoles en cas de nécessité. Certains délégués ont, toutefois, signalé qu'on a obtenu des résultats encourageants en conjuguant les politiques de prix avec les mesures de soutien direct aux agriculteurs, notamment dans le cas particulier de l'agriculture de montagne.

31. Le problème des prix et des politiques de prix agricoles en période d'inflation rapide, aggravée par le problème de l'énergie et la hausse des prix des biens de production, a fréquemment été évoqué au cours des débats. Plusieurs délégués ont fait observer que les économies possibles sur les biens de production sont limitées, surtout lorsqu'un effort de production supplémentaire paraît nécessaire. Certains ont estimé que tout le problème des prix et politiques de prix agricoles devrait être réexaminé en fonction de la conjoncture actuelle, qui est radicalement différente du passé. On a également insisté sur la nécessité de mieux intégrer l'agriculture dans l'ensemble de l'économie.

Objectifs en matière d'utilisation des terres et questions de politiques connexes dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie

32. Les délégations qui ont pris part au débat se sont déclarées d'accord avec les principaux points présentés dans le document de base (ERC/74/3), y compris ceux qui requièrent une action précise. En particulier, on a reconnu à l'unanimité la nécessité de procéder à l'aménagement du territoire dans un contexte régional et national intégré et non un contexte sectoriel: les objectifs et politiques en matière d'utilisation des terres doivent être formulés dans le contexte plus large de la planification du développement sous tous ses aspects - économiques, sociaux, matériels, écologiques et culturels - contexte dans lequel l'agriculture et la foresterie ne représentent que deux utilisations dans la gamme de plus en plus large des utilisations concurrentes possibles. On est également convenu dans l'ensemble que, dans une région comme l'Europe, les objectifs de protection générale, qui sont d'ordre non économique (social, écologique et culturel), et les conséquences des décisions prises en matière d'utilisation des terres joueront un rôle de plus en plus important.

33. Plusieurs délégations ont demandé que les aspects qualitatifs des ressources foncières retiennent davantage l'attention, notamment lorsqu'il s'agit de mesurer et d'évaluer les changements en matière d'utilisation des terres mais aussi d'adopter des politiques et des mesures tendant à réaliser les ajustements souhaités dans ce domaine.

34. En ce qui concerne les définitions et la terminologie actuellement appliquées dans les pays de la Région en matière d'utilisation des terres, certains ont été d'avis que les travaux tendant à les améliorer de façon générale, et plus particulièrement à les normaliser et à les harmoniser, devraient être intensifiés afin de permettre des comparaisons internationales plus valables de données nationales. A ce propos, la nécessité de développer la coopération entre les pays comme entre les organisations internationales qui s'occupent des questions d'utilisation des terres a été soulignée.

35. Les pays d'Europe septentrionale ont estimé que les possibilités offertes par les techniques de télédétection pourraient utilement être appliquées à la surveillance des ressources européennes en terres et en eaux en général et plus particulièrement à l'appréciation exacte des changements saisonniers et périodiques qui est indispensable à l'aménagement rationnel du territoire ainsi qu'à l'ajustement des structures agricoles.

PRODUCTION ET PROTECTION DES PECHEES DANS LES EAUX INTERIEURES ET ESTUARINES D'EUROPE

36. Nombre de délégations ont manifesté un vif intérêt pour les questions traitées dans le document ERC:74/4 et il a été proposé d'inscrire régulièrement à l'ordre du jour de la Conférence régionale pour l'Europe, tous les quatre ans ou les six ans par exemple, des points intéressant les pêches dans les eaux intérieures et estuariennes. Il a été admis de façon générale que les pêches intérieures qui ne présentent guère d'importance pour la production alimentaire à l'heure actuelle, apporteront probablement à l'avenir une contribution croissante à la consommation de protéines grâce à la pisciculture en étang. En outre, l'importance généralisée de la pêche sportive dans les loisirs a été largement reconnue.

37. Les nombreux problèmes communs aux pêches intérieures, la mobilité des ressources halieutiques et des eaux où elles se trouvent, et l'expansion du commerce des poissons vivants et des oeufs de poisson ont été considérés comme justifiant abondamment une action internationale du genre de celles qu'exécutent la Commission européenne consultative pour les Pêches dans les eaux intérieures (CECPI) et le Conseil général des Pêches pour la Méditerranée (CGPM). Nombre de délégations se sont déclarées très satisfaites des résultats déjà obtenus par ces organismes et se sont prononcées en faveur de la poursuite et du renforcement de leurs programmes.

38. La nécessité d'une évaluation économique de la pêche sportive a été fortement soulignée; toutefois on a fait observer que les études de ce genre sont très difficiles en raison du grand nombre de paramètres à retenir. La nécessité d'une évaluation des stocks de poissons a également été mise en lumière, à la fois en vue de l'aménagement des pêches sportives et de l'appréciation des variations de la population de poissons provoquées par les modifications de la pollution. Les activités actuellement entreprises par la CECPI dans le domaine de l'étude, la surveillance et l'évaluation des stocks de poissons ont été évoquées à ce propos et ont recueilli l'appui de nombreuses délégations.

39. On a largement traité des contraintes qui pèsent sur l'expansion de la pisciculture. Plusieurs délégations ont signalé le problème que pose la recherche de nouveaux aliments peu coûteux pour les poissons et la nécessité d'avoir recours à des ressources protéiques non classiques pour la préparation de ces aliments. On a reconnu que les produits de la pisciculture sont généralement d'excellente qualité et représentent un très bon taux de conversion. Nombre de pays envisagent de développer activement l'aquiculture. Cette expansion se traduira par un accroissement du commerce de poissons vivants et d'oeufs de poissons, avec risque correspondant de transmission de maladies très contagieuses des poissons. On a rendu hommage aux activités poursuivies par la CECPI en vue de promouvoir une Convention internationale pour la lutte contre la propagation des principales maladies transmissibles des poissons et toutes les délégations ont chaleureusement appuyé la poursuite de ces activités.

40. La pollution des eaux est apparue comme un des principaux problèmes affectant l'ensemble des pêches continentales. On a pris acte des travaux de la CECPI qui a établi une série de critères permettant d'évaluer la qualité des eaux et des efforts déployés par le CGPM qui a récemment pris l'initiative d'organiser une consultation sur la protection des ressources biologiques et des pêches contre la pollution en Méditerranée. On a cependant estimé que les travaux sont loin d'être achevés et doivent au contraire se poursuivre d'urgence. Il a paru particulièrement nécessaire d'établir des critères communs relatifs aux agents polluants qui permettent d'engager une action internationale pour réduire la pollution de façon à améliorer la qualité des eaux intérieures d'Europe.

41. On a souligné que les divers organismes internationaux s'occupant de la pollution des eaux doivent coopérer entre eux en ce qui concerne non seulement les pêcheries, mais aussi les autres utilisateurs des eaux intérieures. De nombreuses délégations ont été d'avis que la CECPI, ayant une longue expérience des problèmes halieutiques dans ce domaine, doit servir de chef de file pour la coordination et l'étude des effets de la pollution des eaux sur les pêches continentales européennes, comme d'ailleurs pour les questions intéressant les pêches continentales en général.

ACTIVITES COURANTES ET FUTURES EN EUROPE

Activités de la FAO

42. La Conférence apporte son appui général aux activités de la FAO évoquées dans le document ERC: 74/5, qui permettent d'instaurer une coopération féconde entre les Etats Membres de la Région, indépendamment de leur situation géographique, de leurs régimes économiques et sociaux et de leur niveau de développement industriel.

43. La Conférence note avec satisfaction que les activités entreprises en Europe sont également utiles aux pays en développement extérieurs à la Région.

44. On a exprimé l'opinion que les tendances actuelles au renforcement de la coopération de la FAO avec les autres organisations internationales doivent se maintenir. On a estimé à ce propos que la création de groupes de travail mixtes FAO/ECE des structures agraires et de la rationalisation et de la mécanisation des exploitations contribuera à la mise en oeuvre plus efficace des programmes de ces deux organisations en Europe.

45. La Conférence a manifesté un intérêt particulier pour l'établissement de réseaux sélectionnés entre les instituts scientifiques nationaux. On a proposé à cet égard que ces réseaux portent également sur des problèmes économiques tel que le crédit agricole. Des pays extérieurs à la Région se sont également déclaré intéressés par les activités des réseaux.

46. Ont été notamment considérées comme présentant un grand intérêt les activités relatives aux engrais, aux ressources hydriques et à l'irrigation, au développement de l'élevage, à la santé animale, aux politiques alimentaires et à la nutrition, à l'accroissement de l'efficacité des opérations forestières, à la structure agraire, aux problèmes d'environnement et à la sécurité sociale. Bon nombre de délégations ont manifesté de l'intérêt pour d'autres activités telles que l'amélioration des pêches maritimes en Méditerranée, l'économie familiale, le commerce des produits agricoles, la protection des végétaux, la rationalisation des exploitations, l'horticulture, les techniques nouvelles permettant d'économiser l'énergie et les statistiques agricoles et forestières. On a également estimé que la FAO devrait mettre en oeuvre les recommandations formulées par les Conférences régionales antérieures en ce qui concerne la poursuite des travaux dans le domaine de l'ajustement agricole international.

47. Quant aux activités futures dans la Région, on a fait observer qu'elles devraient être sélectionnées dans les domaines où les pays européens ont des intérêts communs et qui concernent également les pays en développement extérieurs à la Région.

48. Certaines délégations ont exprimé l'espoir que la FAO jouera un rôle actif dans la coopération européenne renforcée qui devrait s'instaurer à l'issue de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

49. Plusieurs délégations ont également évoqué l'aide au développement fournie à leur pays dans le cadre de projets de terrain PNUD/FAO qui relèvent des programmes par pays approuvés par le PNUD pour la période 1972-1976 et couvrant des activités sélectionnées avec soin dans le domaine de l'agriculture, des forêts et des pêches, activités énumérées dans le document ERC: 74/5.

Activités du PAM

50. L'examen du document ERC: 74/6 a été l'occasion pour de nombreuses délégations d'apporter leur appui aux objectifs et aux réalisations du Programme et de manifester leur satisfaction; on a cependant fait observer que les activités du PAM sont insuffisantes eu égard à la gravité de la situation mondiale et doivent être renforcées. Compte tenu de la faiblesse des ressources, toutes les délégations qui sont intervenues dans le débat ont approuvé l'ordre de priorités actuellement adopté par le Programme. On a vivement insisté sur la nécessité de venir en aide aux zones ou aux secteurs de la société défavorisés au

moyen de projets qui améliorent le niveau nutritionnel des groupes vulnérables et accroissent la productivité de l'agriculture, ces deux types de projets étant étroitement liés et complémentaires.

51. On est convenu de façon générale que la proportion d'aide alimentaire orientée vers des projets doit être fortement relevée; cela nécessiterait non seulement un accroissement des contributions des donateurs traditionnels mais aussi un apport important des nouveaux donateurs potentiels.

52. Plusieurs délégations ont formulé des observations favorables quant au rôle joué par le PAM dans la fourniture des secours alimentaires d'urgence. Bien que les ressources réservées aux opérations d'urgence soient insuffisantes pour faire face aux grandes catastrophes comme celles du Sahel, l'infrastructure du Programme a constitué un facteur fondamental et capital de coordination des grandes opérations de ce genre. Certaines délégations ont été d'avis qu'il faudrait recourir plus largement au Programme à cet égard.

53. La participation du PAM à la constitution de stocks nationaux destinés à assurer un niveau minimal de sécurité alimentaire a suscité un vif intérêt. Le Programme a déjà acquis une certaine expérience des projets de ce genre qui doit être exploitée.

SUITE A DONNER AUX DELIBERATIONS

54. Afin d'avoir une vue générale de l'action à entreprendre ou à poursuivre, la Conférence a examiné conjointement à la fin de son débat les activités proposées en liaison avec les divers points de l'ordre du jour.

Suite à donner au titre des objectifs et politiques en matière de production

55. Au cours du débat, un certain nombre de délégations ont suggéré d'organiser des consultations spéciales pour étudier les problèmes de produits intéressant particulièrement la Région Europe. Néanmoins, la majorité des délégations a estimé que les mécanismes existant au sein de la FAO, comme le CP et ses organes subsidiaires, et d'autres organisations internationales, comme la CNUCED et le GATT, ainsi que les possibilités de contacts bilatéraux sont suffisants pour traiter ces problèmes.

56. Certaines délégations ont aussi été d'avis que la plupart des produits indiqués présentent de l'intérêt non seulement pour la Région Europe mais aussi pour de nombreux pays d'autres régions et qu'il ne serait donc guère utile de les étudier dans un contexte purement régional. On a cependant reconnu que, dans le cas de certains produits très importants pour l'Europe, l'échange d'informations concernant la production, le commerce et la consommation permettrait peut-être de mieux comprendre la situation. Il a été signalé que le Comité des problèmes agricoles de l'ECE a, aux termes de son mandat, la faculté d'organiser des échanges de vues de ce genre et la Conférence a invité ce Comité à faire plus largement usage de cette possibilité.

57. La Conférence était en outre saisie d'une liste de propositions et suggestions concernant les activités de suivi de la FAO dans la Région Europe qui avait été établie sur la base des interventions des diverses délégations. Outre la suggestion concernant les consultations spéciales mentionnées plus haut la liste comprenant les propositions ci-après :

- a) Rapports entre les politiques de production et de structures;
- b) Le problème des politiques de prix agricoles et des prix des facteurs de production dans la conjoncture économique actuelle;
- c) Influence de la commercialisation sur les prix à la consommation;

- d) Le développement agricole dans les zones arriérées et les régions défavorisées des pays européens, notamment du point de vue des politiques sociales et de la politique des revenus;
- e) Aspects de la production agricole touchant les coûts;
- f) Développement de la production agricole et utilisation rationnelle des produits et des stocks en Europe, en ce qui concerne notamment l'amélioration de la nutrition et de la santé humaines;
- g) Rôle important des technologies nouvelles et de la recherche scientifique dans l'accroissement de la production agricole et son utilisation rationnelle.

58. La Conférence a examiné cette liste en vue, d'une part, de fixer un ordre de priorités pour les activités de suivi et, d'autre part, de déterminer s'il conviendrait de suggérer l'inscription d'un ou plusieurs de ces points à l'ordre du jour de la dixième Conférence régionale pour l'Europe.

59. En ce qui concerne l'ordre de priorités à suivre à l'avenir, on a été d'accord en général pour donner la première place aux points a) et d) qui ont été considérés comme portant sur des aspects essentiels du développement agricole de la Région Europe et méritant donc examen à la prochaine Conférence régionale.

60. Les points f), g) et c) ont suscité un certain intérêt.

Suite à donner au titre des objectifs en matière d'utilisation des terres et questions de politiques connexes dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie

61. Suivant la même procédure à propos du point 5 b) de l'ordre du jour, la Conférence a examiné les propositions ci-après :

- a) Possibilité de créer un réseau de recherche pour l'utilisation et l'interprétation des données fournies par la station réceptrice de télédétection en Europe;
- b) Mise à jour et élargissement, avec la coopération des gouvernements des Etats Membres, du document relatif à la politique d'utilisation des terres (ERC: 74/3), de façon à en faire un instrument plus complet et plus efficace pour les spécialistes de l'aménagement du territoire;
- c) Poursuite de la coopération avec l'ECE afin d'étudier plus en profondeur la concurrence dont les terres font l'objet entre les divers secteurs de l'économie - industrie, transports, agriculture, protection des ressources naturelles, développement urbain, etc.

62. L'accord général s'est fait pour retenir le point c); en ce qui concerne le point a), diverses délégations ont suggéré de traiter la question en premier lieu au niveau des experts dans le cadre de la Commission européenne d'agriculture et de la Commission européenne des forêts de la FAO afin d'en dégager plus clairement l'intérêt et les possibilités. Le point b) a été jugé moins prioritaire bien que certaines délégations se soient déclarées convaincues que les travaux envisagés seraient très utiles.

63. La Conférence a en outre estimé que des mesures de suivi devraient être prises en ce qui concerne la production et la protection des pêches dans les eaux intérieures et estuariennes d'Europe ainsi que les activités de la FAO et du PAM dans la Région dont il est question aux paragraphes 36, 39, 40, 41, 44, 45, 50, 51 et 53 du présent rapport.

LIEU DE LA PROCHAINE CONFERENCE REGIONALE

64. La délégation de la Roumanie a exprimé sa gratitude au Conseil fédéral helvétique qui a mis à la disposition de la neuvième Conférence régionale des installations aussi confortables qu'agréables et a rappelé que, dès 1971, son gouvernement a adressé au Directeur général de la FAO une invitation officielle à tenir la dixième Conférence régionale pour l'Europe à Bucarest, invitation qui a été renouvelée à la huitième Conférence régionale tenue à Munich. Au nom de son gouvernement, la délégation de la Roumanie renouvelle une fois encore cette invitation en exprimant l'espoir qu'elle sera accueillie favorablement par les délégations présentes et par la FAO.

65. La délégation du Portugal a invité l'Organisation à tenir sa onzième Conférence régionale pour l'Europe au Portugal en 1978.

66. Le Président a remercié les délégations de la Roumanie et du Portugal au nom de toutes les délégations présentes et a donné l'assurance que ces aimables invitations, qui ont bénéficié d'un appui unanime, seront communiquées au Directeur général de l'Organisation.

ANNEXE A

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture officielle de la Conférence
2. Election du Président et des Vice-Présidents
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Déclarations du Directeur général de la FAO et du Secrétaire exécutif de la CEE
5. Politiques agricoles des pays européens
 - a) Objectifs et politiques en matière de production
 - b) Objectifs en matière d'utilisation des terres et questions de politiques connexes dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie
6. Production et protection des pêches dans les eaux intérieures et estuariennes d'Europe
7. Activités courantes et futures en Europe
 - a) Activités de la FAO
 - b) Activités du PAM
8. Autres questions
9. Adoption du rapport
10. Clôture de la Conférence

LIST OF PARTICIPANTS - LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES

Chairman
Président
Presidente

J.C. PIOT (Suisse)

Vice-Chairmen
Vice-Présidents
Vice-Presidentes

A. ESTEVES BELO (Portugal)
M.P. MURPHY (Ireland)
I. STANCIU (Roumanie)

Independent Chairman of the Council
Président indépendant du Conseil
Presidente independiente del Consejo

G. BULA HOJOS

Chairman of Inland Fisheries Advisory
Commission
Président de la Commission Européenne
Consultative pour les pêches dans
les eaux intérieures
Presidente de la Comisión consultativa
europea de pesca en aguas interiores

D.E. VAN DRIMELLEN

MEMBER NATIONS OF THE REGION -- ETATS MEMBRES DE LA REGION
ESTADOS MIEMBROS DE LA REGION

ALBANIA -- ALBANIE

Délégué: S. MARIANI
Vice Recteur de l'Institut supérieur
d'agriculture Tirana

Suppléant: DABULLA Agif
Directeur, Institut des Etudes et des Terres
agricoles Tirana

AUSTRIA -- AUTRICHE

Delegate: H. REDL
Sektionsrat
Chairman, Austrian National FAO
Committee Vienna

Alternate: F. KOBSA
Ministerialrat
Ministry of Agriculture and
Forestry Vienna

Associates: P. ROSENEGGER
Permanent Representative of
Austria to FAO Rome

T. KASTINGER
Oberkommissär
Ministry of Agriculture and
Forestry Vienna

BELGIUM -- BELGIQUE -- BELGICA

Délégué: M. STUYCK
Directeur général, Ministère de
l'Agriculture Bruxelles

Suppléant: A. DEBOUVERIE
Directeur, Ministère de
l'Agriculture Bruxelles

Adjoint: M. HUET
Directeur, Station de recherche
des eaux en forêt
Ministère de l'Agriculture Bruxelles

BULGARIA - BULGARIE

Délégué:	D. JUROUCOV Ministre adjoint de l'agriculture et de l'industrie alimentaire	Sofia
Suppléant:	K. BROUSSARSKI Directeur, Institut d'économie rurale	Sofia
Conseillers:	G. LYAKOV Secrétaire, Ministère des Affaires étrangères	Sofia
	K. TANOUCHEV Spécialiste en Chef, Ministère de l'agriculture et de l'industrie alimentaire	Sofia

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

not represented

CZECHOSLOVAKIA - TCHECOSLOVAQUIE - CZECHOSLOVAQUIA

Delegate:	K. ČAKAJDA Vice-Minister of Agriculture and Food	Prague
Alternate:	J. ROSA Director, Federal Ministry of Agriculture and Food	Prague
Associates:	J. NEUMANN Secretary, Federal Ministry of Agriculture and Food	Prague
	S. STAMPACH Permanent Representative of Czecho- slovakia to FAO	Rome

DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA

Delegates:	J. PEDERSEN Secretary-General, Federation of Danish Smallholders' Societies	Copenhagen
Alternates:	Mrs. S. BRAMSEN Head of Section, Ministry of Agriculture	Copenhagen
	H. LARSEN Agricultural Counsellor, Royal Danish Embassy	Beirut

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Delegate: S. SUOMELA
Director-General, National Board
of Agriculture Helsinki

Alternates: A. NIKKOLA
Head, Bureau of International Affairs
Ministry of Agriculture and Forestry Helsinki

M. KELITKANGAS
Professor, University of Helsinki Helsinki

O. ROSENDAHL
Finnish/Swedish Agricultural
Producers Association Helsinki

FRANCE - FRANCIA

Délégué: A. de SCHONEN
Ministre plénipotentiaire,
Représentant permanent de la France
auprès de l'OAA Rome

Suppléant: P. HALIMI
Administrateur civil,
Ministère de l'Agriculture Paris

Conseillers: J. CHOLET
Chef du Service de la Pêche et de l'Hy-
drobiologie
Ministère de la Qualité de la Vie
Paris

Mme. D. BODIN-RODIER
Chargée de mission au Bureau des
Affaires européennes et internatio-
nales, Ministère de l'Agriculture Paris

GERMANY, (FEDERAL REPUBLIC OF) - ALLEMAGNE, (REPUBLIQUE FEDERALE D')
ALEMANIA, (REPUBLICA FEDERAL DE)

Delegate: J. ERTL
Federal Minister of Food, Agriculture
and Forestry
Federal Ministry of Food, Agriculture
and Forestry Bonn

Alternates: F. PIRKMEYER
Ministerialdirektor, Federal Ministry
of Food, Agriculture and Forestry Bonn

W.A.F. GRABISCH
Ministerialrat, Federal Ministry of
Food, Agriculture and Forestry Bonn

GERMANY, (FEDERAL REPUBLIC OF) - ALLEMAGNE, (REPUBLIQUE FEDERALE D')
ALEMANIA, (REPUBLICA FEDERAL DE)
(cont'd) (suite) (cont.)

Associates:

H. KOPPS
Federal Research Institute for Fisheries
(Bundesforschungsanstalt für Fischerei) Bonn

G. LIEBER
Regierungsdirektor
Alternate Permanent Representative of the
Federal Republic of Germany to FAO Rome

W. SCHOPEN
Regierungsdirektor, Federal Ministry
of Food, Agriculture and Forestry Bonn

Adviser:

S. WAGENER
Federal Ministry of Food, Agriculture
and Forestry Bonn

GREECE - GRECE - GRECIA

Délégué:

G. PLASTIRAS
Directeur général au Ministère
de l'Agriculture Athènes

Suppléant:

J. BALTAZIS
Chef, Section des Politiques agricoles
Ministère de l'Agriculture Athènes

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRIA

Delegate:

K. KAZARECZKI
Vice-Minister, Chairman of the
Hungarian National FAO Committee Budapest

Alternate:

K. KARCSAI
Secretary-General of the Hungarian
National FAO Committee Budapest

Associates:

B. SZALÓCZY
Department Chief
Ministry of Agriculture and Food Budapest

G. HILDVÉGI
Permanent Representative of
Hungary to FAO Rome

Miss G. ERDELYI
Officer, Ministry of Foreign
Affairs Budapest

Mrs. J. DÜRR
Senior Officer, Hungarian National
FAO Committee Budapest

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRIA
(cont'd) (suite) (cont.)

Advisers: Miss A. GEREBEN
Secretary, Hungarian National FAO
Committee Budapest

Miss K. BAKK
Officer Hungarian National FAO
Committee Budapest

ICELAND - ISLANDE - ISLANDIA

not represented

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Delegate: M.P. MURPHY
Parliamentary Secretary to the Minister
of Agriculture and Fisheries Dublin

Alternates: E.A. ATWOOD
Chief Economist, Department of
Agriculture and Fisheries Dublin

P. GRIFFIN
Principal Officer, Department of
Agriculture and Fisheries,
Chairman of the Irish National FAO
Committee Dublin

ISRAEL

Delegate: F.D. MAAS
Special Adviser to the Minister
of Agriculture Jerusalem

Alternates: Mrs. L.M. ROMAN
Director, Technical Assistance and
Foreign Relations Bureau,
Ministry of Agriculture Jerusalem

B. HILLEL
Deputy Permanent Representative
of Israel Geneva

ITALY - ITALIE - ITALIA

Délégué: A. PANATTONI
Professeur à l'Institut d'Economie
et de Politique agraire de l'Université
de Pise Pise

ITALY -- ITALIE -- ITALIA
(cont'd) (suite) (cont.)

Suppléant: V. de ASARTA
Chef, Bureau des Relations extérieures,
Ministère de l'Agriculture et des Forêts,
Secrétaire général du Comité National
italien de la FAO Rome

Adjoint: P. VICENTINI
Inspecteur forestier
Ministère de l'Agriculture Rome

LUXEMBOURG - LUXEMBURGO

non représenté

MALTA - MALTE

Delegate: A. MICALEFF
Minister of Agriculture and Fisheries
Ministry of Agriculture and Fisheries Valletta

Alternate: M.W. GARRONI
Director of Agriculture and Fisheries Valletta

N. BUCKLE
Private Secretary to the Minister
of Agriculture and Fisheries Valletta

NETHERLANDS, KINGDOM OF THE - PAYS-BAS, ROYAUME DES
PAISES BAJOS, REINO DE LOS

Delegate: Abe S. TUIJMAN
Minister Plenipotentiary, Permanent
Representative of the Kingdom of the
Netherlands to FAO Rome

Alternate: A. STOFFELS
Cabinet Adviser, in charge of
International Matters The Hague

B. STAMMETZ
Fishery Expert, Ministry of
Agriculture and Fisheries The Hague

NORWAY - NORVEGE - NORUEGA

Delegate: J. KJINGEN
Director-General of Agriculture
Ministry of Agriculture Oslo

NORWAY - NORVEGE - NORVEGIA
(cont'd) (suite) (cont.)

Alternate:	A. LÜCHEN Secretary-General, National Nutrition Council	Oslo
------------	---	------

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Delegate:	H. BURCZYK Vice-Minister of Agriculture	Warsaw
Alternate:	Mrs. E. RASZEJA-TOBIASZ Deputy-Chairman of the Polish National FAO Committee	Warsaw
Associates:	W. LIPSKI Deputy-Chairman of the Polish Diete Commission	Warsaw
	C. MUSZALSKI Head of Section of the Department of International Organizations Ministry of Foreign Affairs	Warsaw
	T. BACKIEL Vice-Director of the Inland Fisheries Institute	Warsaw
	Mrs. M. PIOTROWSKA Senior Officer of the Polish National FAO Committee	Warsaw

PORTUGAL

Delegate:	A. ESTEVES BELO Secretary of State for Agriculture	Lisbon
Alternates:	A. LOPES RIBEIRO Director of Agricultural Extension Services	Lisbon
	C. DANTAS TEIXEIRA Director, Farm Machinery Station	Lisbon

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Délégué:	I. STANCIU Vice-Ministre de l'Agriculture	Bucarest
Adjoint:	P. CELAN Représentant permanent suppléant de la Roumanie auprès de la FAO	Rome

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Delegado:	T. ALLENDE Y GARCIA-BAXTER Ministro de Agricultura	Madrid
Adjuntos:	G. ESCARDO PEINADOR Secretario General, Comité Nacional de FAO Ministerio de Agricultura	Madrid
	M. BUENO GOMEZ Representante del Instituto Nacional de Reforma y Desarrollo Agrario	Madrid
	L. MIRO-GRANADA Subdirector de Producción Agraria, Ministerio de Agricultura	Madrid
	R. CONTRERAS Representante Permanente de España ante la FAO	Roma
Asesores:	F. GOMEZ IRURETA Vicesecretario General Técnico de Estadística e Informática, Ministerio de Agricultura	Madrid
	J.L. MIRANDA FERNANDEZ-VILLARENA Representante del Instituto Nacional para la Conservación de la Naturaleza	Madrid
	L. FERRER Representante del Instituto Nacional para la Conservación de la Naturaleza	Madrid
	Doña M.D.M. ALLENDE Secretaria	Madrid

SWEDEN - SUEDE - SUECIA

Delegate:	I. ECKERSTEN Secretary of State Ministry of Agriculture	Stockholm
Alternates:	I. WIDEN Director-General, Ministry of Agriculture	Solna
	C.H. LAGERFELT Secretary, Swedish National FAO Committee Ministry of Agriculture	Stockholm
	I. LINDSTRÖM Chief of Section Ministry of Agriculture	Stockholm
	H.O. DUSELIUS Head of Division National Board of Agriculture	Solna

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Délégué:	J.-C. PIOT Directeur de la Division fédérale de l'Agriculture Département fédéral de l'économie publique	Berne
Suppléants:	H. POPP Vice-Directeur de la Division fédérale de l'agriculture	Berne
	M. de COULON Directeur de l'Inspection fédérale des forêts	Berne
Adjoints:	R. PASQUIER Représentant permanent de la Suisse auprès de la FAO	Rome
	R. de POURTALES Secrétaire du Comité National Suisse de la FAO	Berne
	B. MOREILLON Adjoint scientifique de l'inspection fédérale des forêts	Berne
	P. MORGENTHAUER Section des oeuvres d'entraide internationale, Direction des organisations internationales, Département politique fédéral	Berne
	M. BESSON Division fédérale de l'agriculture	Berne
Observateurs:	H. REYMOND Directeur, Chambre vaudoise de l'agriculture suisse	Lausanne
	M. SANDOZ Directeur du service vaudois de Vulgarisation agricole	Lausanne
	E. BLASER Président régional E.V.D.	Ber
	H. RUFLI Collaborateur scientifique, Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (EAWAG)	Dübendorf

TURKEY - TURQUIE - TURQUIA

Delegate: K. OZAL
Minister of Food, Agriculture and
Animal Husbandry Ankara

Alternate: O. OZDURAL
Deputy Under-Secretary of State of the
Ministry of Food, Agriculture and
Animal Husbandry Ankara

Associates: I. SENER
Director General of the Foreign Relations
Department of the Ministry of Food,
Agriculture and Animal Husbandry Ankara

K.N. KAMILOGLU
Deputy Director-General of the General
Directorate of Soil Products Office
Ministry of Commerce Ankara

A. COBAN
Permanent Representative of Turkey
to FAO Rome

UNITED KINGDOM - ROYAUME UNI - REINO UNIDO

Delegate: J.H.V. DAVIES
Under-Secretary
Ministry of Agriculture, Fisheries and
Food London

Alternates: E.G. RICHARDS
Director of Land and Use Planning
Forestry Commission London

A.A.W. LANDYMORE
Counsellor for FAO Affairs
British Embassy
Permanent Representative of the
United Kingdom to FAO Rome

B.W. BROWSEY
Principal, External Relations Division
Ministry of Agriculture, Fisheries and
Food London

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Delegate: I. KUSTRAK
Federal Minister of Agriculture Zagreb

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE
(cont'd) (suite) (cont.)

Alternates:

M. TRKULJA Adviser of the Federal Government	Belgrade
V. STIPETIC President of Yugoslav National FAO Committee	Zagreb
V. DAMJANOVIC Assistant of Minister of Agriculture and Secretary of Yugoslav National FAO Committee	Belgrade

OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT IN THE REGION
OBSERVATEURS D'ETATS MEMBRES QUI NE SE TROUVENT PAS DANS LA REGION
OBSERVADORES DE ESTADOS MIEMBROS QUE NO SON DE LA REGION

CANADA

E. JASKA International Liaison Service Department of Agriculture	Ottawa
--	--------

UNITED STATES OF AMERICA - ETATS-UNIS D'AMERIQUE
ESTADOS UNIDOS DE AMERICA

Ralph W. Phillips Director, International Organization Affairs Foreign Agricultural Service Department of Agriculture	Washington
C.A. NORRED Jr., Permanent Representative of the United States of America to FAO	Rome

PERMANENT OBSERVER FOR THE HOLY SEE
OBSERVATEUR PERMANENT DU SAINT-SIEGE
OBSERVADOR PERMANENTE DE LA SANTA SEDE

C. PONTI Observateur du Saint-Siège	Rome
--	------

REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES
REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS

UNITED NATIONS
NATIONS UNIES
NACIONES UNIDAS

A. VIDAL-NAQUET
Chef de Cabinet
Secretariat of the World Food Conference Rome

UN ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE
COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE
COMISION ECONOMICA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EUROPA

J. STANOVNIK
Executive Secretary Geneva

UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT
CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL COMERCIO Y DESARROLLO

W. PIASZCZYNSKI Geneva

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO

L. BLOCH
Deputy Director Geneva

E. DE BROQUEVILLE
Principal Officer Geneva

WORLD FOOD PROGRAMME
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS

F. AQUINO
Executive Director,
World Food Programme Rome

G.H.W. HUTTON
Director, Project Management Division Rome

D. SINTOBIN
Chief, Resources and Purchases Branch Rome

INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION
ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
ORGANIZACION INTERNACIONAL DEL TRABAJO

K. TIDMARSH
Directeur, Bureau Regional pour le
Moyen-Orient et l'Europe Genève

A. PETROV
Service Formation et orientation profes-
sionnelle Genève

INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGIA ATOMICA

C. LAMM
Acting Director
Joint FAO/IAEA Division of Atomic Energy
in Food and Agriculture Vienna

EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY
COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE
COMUNIDAD ECONOMICA EUROPEA

V. ALLOCCO
Administrateur Principal de
la Commission de la CEE Bruxelles

P. LUYTEN
Chef de la Délégation Permanente à Genève
de la Commission des Communautés Euro-
péennes Genève

B. ADINOLFI
Administrateur
Délégation Permanente à Genève
de la Commission des Communautés Euro-
péennes Genève

OBSERVERS FROM INTER-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES

COUNCIL FOR MUTUAL ECONOMIC ASSISTANCE
CONSEIL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE MUTUELLE
CONSEJO DE ASISTENCIA ECONOMICA MUTUA

K. IVCHEV
Chief, Agriculture Division Moscow

Kir V. KALININ
Counsellor, Agricultural Department Moscow

ORGANIZATION FOR ECONOMIC COOPERATION AND DEVELOPMENT
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
ORGANIZACION DE COOPERACION Y FOMENTO ECONOMICOS

A. DEHEEGER-OZANNE
Directeur adjoint de l'agriculture Paris

Y. CATHELINAUD
Administrateur principal Paris

OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES

EUROPEAN ASSOCIATION FOR ANIMAL PRODUCTION
FEDERATION EUROPEENNE DE ZOOTECHNIE
FEDERACION EUROPEA DE ZOOTECNIA

W. ENGELER Rome

EUROPEAN CONFEDERATION OF AGRICULTURE
CONFEDERATION EUROPEENNE DE L'AGRICULTURE
CONFEDERACION EUROPEA DE LA AGRICULTURA

M. COLLAUD
Secrétaire général Brougg

M. STERN
Division des activités économiques
coopératives Lausanne

INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION
FEDERATION INTERNATIONALE DE LAITERIE
FEDERACION INTERNACIONAL DE LECHERIA

B. BLANC
Directeur
Station Fédérale de Recherches Laitières Berne

INTERNATIONAL FEDERATION OF AGRICULTURAL PRODUCERS
FEDERATION INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES
FEDERACION INTERNACIONAL DE PRODUCTORES AGRICOLAS

M.P. CRACKNELL
Secretary-General Paris

HOST GOVERNMENT SECRETARIAT
SECRETARIAT DU PAYS HOTE
SECRETARIA DEL PAIS HOSPEDANTE

Chief, Swiss Confederation Secretariat
(Liaison Officer)

R. DE POURTALES

Chef du Secrétariat de la Confédération Suisse
(Fonctionnaire chargé de la liaison)
Jefe de la Secretaría de la Confederación Suiza
(Oficial de Enlace)

Assistant Liaison Officer
Fonctionnaire adjoint chargé de la liaison
Asistente del Oficial de Enlace

R. PIZZOTTI

Protocol Officer
Chargé du protocole
Encargado del protocolo

E. EGGER

Transport Officers
Chargés du Transport
Encargados del Transporte

A. AEBERHARD
Col. SAURER

Documents Reproduction Service
Service de la reproduction des documents
Servicio de reproducción de documentos

W. BRONNIMANN

Press Officer
Chargé de la Presse
Encargado de la Prensa

P. KELLER

Assistants
Assistants
Asistentes

E. HOFMANN
K. THOMI
M. SCHEIDEGGER

CONFERENCE SECRETARIAT
SECRETARIAT DE LA CONFERENCE
SECRETARIA DE LA CONFERENCIA

Secretary of the Conference
Secrétaire de la Conférence
Secretario de la Conferencia

K. KÁLLAY

Conference Affairs Officer
Administrateur de Conférence
Encargado, Asuntos de la Conferencia

F. ROSSANO

Reports Officer
Chargé des rapports
Oficial de Informes

O. FENESAN

Information Officer
Chargé d'information
Oficial de Información

H. CHAZINE

CONFERENCE SECRETARIAT
SECRETARIAT DE LA CONFERENCE
SECRETARIA DE LA CONFERENCIA
(cont'd) (suite) (cont.)

Administrative Assistant
Assistant Administratif
Asistente Administrativo

Miss B. JENNINGS

Documents Officer
Documentaliste
Encargada de Documentos

Mrs. M. DE LA FUENTE

Revisers
Réviseurs
Revisores

M. MERINO-RODRIGUEZ
Mrs. J. DI CESARE-FAUSTEN

Interpreters
Interprètes
Intérpretes

C.H. BIASS
Mrs. J. BOGIANCKINO
Mrs. R. BORLAT-ROSSANO
Mrs. G. DE CRUZ-SANTOS
Miss. A. DE EPALZA
F. PIRAUD
Miss D. PORRET
Mrs. P. VANDER ELST-JORDAN
Miss U. WEIDE
Mrs. S. ZIEGLER-LEIBER

Secretaries
Secrétaires
Secretarias

Mrs. V. CHASSAIGNON DE CAZES
Miss Y. DUDAN
Mrs. M. GILLOUGLEY-ERCOLANI
Miss M. HUNTLEY
Miss A. MEYLAHN
Miss U. MURPHY
Mrs. ORTIZ-CARBAJAL
Miss H. O'BRIEN
Mrs. M-F. SALINO
Miss D. NUTTALL

FAO STAFF - FONCTIONNAIRES DE LA FAO - FUNCIONARIOS DE LA FAO

A. H. BOERMA

Directeur-General
Directeur général
Director General

E.M. OJALA

Assistant Director-General, Economic and
Social Policy Department
Sous-Directeur général, Département des
politiques économiques et sociales
Subdirector General, Departamento de
Política Económica y Social

FAO STAFF - FONCTIONNAIRES DE LA FAO - FUNCIONARIOS DE LA FAO
(cont'd) (suite) (cont.)

G.E. BILDESHEIM

Regional Representative for Europe,
Regional Office for Europe
Représentant régional pour l'Europe,
Bureau régional pour l'Europe
Representante Regional para Europa,
Oficina Regional para Europa

D. CHRISTODOULOU

Agrarian Reform Policy Officer, Human
Resources, Institutions and Agrarian
Reform Division
Spécialiste des politiques des réformes
agraires, Division des ressources
humaines, des institutions et de la
réforme agraire
Oficial de Políticas de Reforma Agraria,
Dirección de Recursos Humanos,
Instituciones y Reforma Agraria

S. D'AMICO

Senior Economist, Commodities and
Trade Division, Geneva
Economiste principal, Division des
produits et de commerce, Genève
Economista principal, Dirección
de productos y comercio, Ginebra

J.J. DE JONG

Senior Field Programme Officer,
Regional Office for Europe
Fonctionnaire principal chargé des
programmes extérieurs, Bureau
régional pour l'Europe
Oficial Superior, Programas de Campo,
Oficina Regional para Europa

M. EL MIDANI

Chief, North East, North Africa and
Europe Services - Agricultural
Operations Division
Chef du Service du Proche-Orient,
de l'Afrique du Nord et de l'Europe
- Division des Opérations Agricoles
Jefe del Servicio del Cercano Oriente,
Africa del Norte y Europa - Dirección
de Operaciones Agrícolas

L.W. FITZGERALD

Senior Officer, Production Economics
and Farm Management Service
Fonctionnaire Principal, Unité de la
gestion des exploitations et de
l'économie de la production
Oficial Principal, Dependencia de
Administración Rural y de la Economía
de la Producción

P. HAAPISEVA

Economist, Joint ECE/FAO Agriculture
Division, Geneva
Economiste, Division mixte de
l'agriculture ECE/FAO, Genève
Economista, Dirección Mixta CEPE/FAO
de Agricultura, Ginebra

FAO STAFF - FONCTIONNAIRES DE LA FAO - FUNCIONARIOS DE LA FAO
(cont'd) (suite) (cont.)

E. KALKKINEN	Director, Joint ECE/FAO Timber Division, Geneva Directeur, Division mixte du bois ECE/FAO, Genève Director, Dirección Mixta CEPE/FAO de la Madera, Ginebra
D.E. LARIMORE	Economist, Situation and Outlook Group, Policy Studies and Situation and Outlook Service Economiste, Groupe de la situation et des perspectives, Service des études sur les politiques, la situation et les perspectives Economista, Grupo de Situación y Perspectivas, Servicio de Estudios de Políticas, Situación y Perspectivas
E.-L. LITTMANN	Economist, Joint ECE/FAO Agriculture Division, Geneva Economiste, Division mixte de l'agri- culture ECE/FAO, Genève Economista, Dirección Mixta CEPE/FAO de Agricultura, Ginebra
P. MEIHSI	Economist, Joint ECE/FAO Agriculture Division, Geneva Economiste, Division mixte de l'agri- culture ECE/FAO, Genève Economista, Dirección Mixta CEPE/FAO de Agricultura, Ginebra
V. MERZLOV	Economist, Joint ECE/FAO Agriculture Division, Geneva Economiste, Division mixte de l'agriculture ECE/FAO, Genève Economista, Dirección Mixta CEPE/FAO de Agricultura, Ginebra
C.F. PENNISON	FAO Permanent Representative to EEC Représentant permanent de FAO auprès de la CEE Representante permanente de la FAO ante la CEE
R. PLANTIER	Economist, Joint ECE/FAO Agriculture Division, Geneva Economiste, Division mixte de l'agriculture ECE/FAO, Genève Economista, Dirección Mixta CEPE/FAO de Agricultura, Ginebra
R. STAMENKOVIĆ	Director, Joint ECE/FAO Agriculture Division, Geneva Directeur, Division mixte de l'agriculture ECE/FAO, Genève Director, Dirección Mixta CEPE/FAO de Agricultura, Ginebra

FAO STAFF - FONCTIONNAIRES DE LA FAO - FUNCIONARIOS DE LA FAO
(cont'd) (suite)

H.J. VON HULST

Chief, Agricultural Engineering
Service
Chef, Service du génie agricole
Jefe, Servicio de Ingeniería Rural

R. WELCOMME

Fishery Resources Officer, Fishery
Resources and Environment Division
Biologiste des pêches, Division des
ressources halieutiques et de
l'environnement
Biólogo de Pesca, Dirección de
Ambientes y Recursos Pesqueros

ANNEXE C

LISTE DES DOCUMENTS

Cote

Point de l'ordre du jour

A. Documents d'information

ERC/74/INF/1	Note d'information
ERC/74/INF/2	Liste préliminaire des documents
ERC/74/INF/3 Rev. 1	Liste provisoire des participants
ERC/74/INF/4	Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international

B. Documents de base

ERC/74/1	Ordre du jour provisoire	
ERC/74/1(a)	Ordre du jour provisoire annoté	3
ERC/74/2	Objectifs et politiques de production agricole dans les pays d'Europe	5(a)
ERC/74/2 - Corr. 1	Rectificatif	5
ERC/74/3	Objectifs en matière d'utilisation des terres et politiques connexes dans les secteurs agricole et forestier en Europe	5(b)
ERC/74/4	Production et protection halieutiques dans les eaux intérieures et estuariennes d'Europe	6
ERC/74/5	Activités en cours et futures de la FAO en Europe au titre du Programme ordinaire et du programme de terrain	7(a)
ERC/74/6	Le Programme alimentaire mondial et ses activités en Europe	7(b)

C. Documents de Conférence

ERC/74/CONF/1	Discours du Directeur général de la FAO	4
ERC/74/CONF/2	Exposé du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe	4
ERC/74/CONF/3	Allocution d'ouverture prononcée par M. E. Brugger, Président de la Confédération helvétique	
ERC/74/CONF/4	Allocution prononcée par M. Francisco Aquino, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial	
ERC/74/CONF/5	Allocution de M. G. Bula Hoyos, Président du Conseil de la FAO	

ANNEXE D

ALLOCUTION D'OUVERTURE

prononcée par

M. E. BRUGGER, PRESIDENT DE LA CONFEDERATION HELVETIQUE

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue dans notre pays au nom du Conseil fédéral.

Je salue tout particulièrement M. Boerma, Directeur général de la FAO, et ses collaborateurs. Je salue également mes collègues ministres de l'Agriculture et toutes les délégations des membres européens de la FAO, ainsi que les observateurs du monde entier. Je vous remercie d'avoir accepté notre invitation sur les rives du Lac Léman.

Depuis la huitième Conférence régionale qui s'est tenue à Munich il y a deux ans, la situation de l'agriculture mondiale s'est détériorée. Alors qu'à ce moment, on déplorait le faible accroissement de la production dans les pays en développement en 1971, on avait encore à l'esprit le problème des excédents dans les pays développés. En 1972, la production agricole mondiale est restée stationnaire et la production alimentaire a même baissé de 1 pour cent. La première conséquence de cette évolution fut la réduction des stocks à une allure inquiétante et une hausse massive des prix des denrées alimentaires. La situation s'est quelque peu améliorée en 1973, mais les dernières estimations des récoltes mondiales de l'année en cours ne sont pas très rassurantes.

Cette information peut paraître surprenante alors que dans beaucoup de pays européens, on connaît temporairement des problèmes aigus de surproduction dans quelques secteurs de la production animale, comme la viande bovine et le lait.

Il faut cependant se souvenir que si l'Europe, considérée globalement, est un gros producteur agricole, elle consomme encore plus qu'elle ne produit. C'est pourquoi, dans ce contexte, la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe prend une signification particulièrement importante. Le choix des deux principaux sujets de l'ordre du jour, à savoir :

- a) Objectifs et politiques en matière de production agricole, et
- b) Objectifs en matière d'utilisation des terres et questions de politiques connexes dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie,

me paraît particulièrement judicieux. Les débats sur ces problèmes constituent d'ailleurs en quelque sorte une suite au débat sur l'ajustement agricole entamé à Munich.

Les conclusions de la Conférence sur ces questions revêtent une grande importance, non seulement pour les pays de la région européenne, mais également pour le monde entier, puisque toute décision en matière de production agricole dans notre région a un impact important sur l'économie alimentaire mondiale.

De plus, la présente réunion suit immédiatement la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence mondiale de l'alimentation. Ceux d'entre vous qui ont participé aux travaux de ce Comité se rendent bien compte de la responsabilité qui nous incombe vis-à-vis de la communauté mondiale. Cette responsabilité va au-delà de notre politique de coopération au développement pour toucher finalement aussi nos décisions politiques internes. L'interdépendance de tous les pays est réelle, et maintenant suffisamment démontrée.

Messieurs les délégués, vous portez tous de grandes responsabilités dans un secteur vital de la société humaine, celui de l'alimentation et de l'agriculture. Il n'est sans doute pas exagéré de dire qu'une des premières responsabilités des autorités de chaque pays est d'assurer un approvisionnement alimentaire minimum à la population. Cet approvisionnement

ne peut être assuré de façon satisfaisante que par une production indigène stable et suffisante, car une trop grande interdépendance des pays dans ce domaine présente des difficultés quasi insurmontables, comme l'ont suffisamment prouvé les récents événements.

En outre, le maintien d'une agriculture capable et productive est indispensable dans la société industrielle moderne. L'agriculture permet d'en corriger les excès dans le cadre des tâches de caractère social qui lui incombent, comme la sauvegarde de l'environnement et la conservation d'un milieu naturel équilibré, éléments nécessaires à l'épanouissement de l'homme.

Ces propos ne signifient nullement que je minimise l'importance du commerce agricole international ou que je préconise l'autarcie alimentaire de chaque pays. Une telle attitude serait illusoire dans une région où les habitudes alimentaires des populations se sont tellement diversifiées au cours des temps. Le rôle du commerce agricole international est précisément de permettre un élargissement de l'éventail alimentaire, c'est-à-dire d'améliorer le niveau nutritionnel des populations par un apport alimentaire complémentaire, tout en assurant un équilibre judicieux entre la production et la consommation au moyen d'une distribution adéquate.

Un autre point important à l'ordre du jour de la Conférence est la conservation des ressources naturelles. Ce problème sera certainement abordé dans le débat sur les objectifs en matière d'utilisation des terres, et concerne aussi la production et la protection des pêches.

La dégradation des ressources naturelles est le phénomène qui nous a montré le plus clairement les limites de la croissance économique, en tout cas en ce qui concerne les régions fortement industrialisées.

Un autre facteur de dégradation est l'abandon des terres jadis exploitées. Dans les régions montagneuses d'Europe, ce phénomène se développe assez rapidement et menace de vastes territoires, alors que dans d'autres régions c'est la concentration des activités humaines qui met en péril les ressources naturelles.

Ce développement inquiétant est avant tout dû à notre recherche effrénée de l'accroissement du bien-être matériel. Si nous pouvons admettre que l'amélioration de ce bien-être matériel est encore pour beaucoup une nécessité, puisqu'à la base du développement, il faut aussi essayer d'en discerner les limites.

Ainsi, lorsqu'elle porte atteinte aux valeurs sociales et humaines de la société et qu'elle encourage l'indifférence, voire l'ignorance délibérée face aux problèmes d'autrui, cette recherche d'avantages matériels est contraire à l'éthique sociale, contraire à ce que j'appellerai la recherche de la qualité de la vie, dont beaucoup de facteurs ne sont pas mesurables.

Vous allez également examiner les activités du Programme alimentaire mondial. Ce programme a été mis en oeuvre dans le but d'utiliser les excédents agricoles pour soulager les plus déshérités de notre planète. Il est actuellement aux prises avec des problèmes d'approvisionnement sérieux, les excédents ayant fait place à la pénurie. J'aimerais souligner combien la Suisse apprécie le travail fourni jusqu'ici par le Programme alimentaire mondial et j'ajoute que nous souhaitons vivement voir son oeuvre se poursuivre aussi longtemps que la nécessité s'en fera sentir. La faiblesse des ressources du Programme exige des efforts encore plus grands pour concentrer les activités dans les pays les plus touchés, et dans ces pays, sur les populations les plus démunies.

Enfin, je tiens à rendre hommage à la FAO et à son Directeur général pour les grands efforts qu'ils déploient constamment en faveur d'une amélioration des conditions de vie des populations du monde entier. Leur travail ne vise pas uniquement le développement matériel, mais tient également compte des aspects sociaux du développement. J'aimerais les encourager

vivement à poursuivre leur tâche avec acharnement. Je souhaite également que tous les pays continuent à apporter leur soutien à cette Organisation, qui joue un rôle clé dans le système des Nations Unies.

Pour conclure, j'aimerais formuler le vœu que les débats de cette Conférence vous permettront non seulement de mieux cerner les problèmes économiques et techniques qui se posent, mais qu'ils contribueront également à une meilleure compréhension réciproque des problèmes particuliers sur le plan européen d'abord ainsi que dans le cadre mondial. J'espère aussi que cette attitude trouvera un écho favorable lors de la Conférence mondiale de l'alimentation qui se tiendra à Rome en novembre prochain.

Je vous souhaite à tous de fructueux travaux et un agréable séjour dans notre pays.

DISCOURS D'OUVERTURE

prononcé par

M. A.H. BOERMA, DIRECTEUR GENERAL

Monsieur le Président, Excellences, Messieurs les délégués,

La Conférence régionale pour l'Europe qui s'ouvre aujourd'hui est la dernière Conférence régionale de la FAO à laquelle j'assisterai en qualité de Directeur général. Je suis donc particulièrement heureux, pour ma part, que cette réunion régionale des Etats Membres, qui sera la dernière pour moi, se tienne en Suisse, pays qui est devenu pour ainsi dire le symbole de l'esprit international. C'est en effet en territoire helvétique que de grands mouvements humanitaires comme la Croix Rouge sont nés et que d'innombrables réunions des pays du monde entier ont bénéficié de l'hospitalité suisse traditionnelle. Je tiens à remercier chaleureusement le Conseil fédéral de nous avoir invités et les autorités du Canton de Vaud et de la belle ville de Lausanne d'avoir mis à notre disposition des installations et des services si bien organisés.

Je prends la parole à l'occasion de cette Conférence régionale pour l'Europe à un moment où, je le sais, l'agriculture de la région pose, tout au moins en Europe occidentale, des problèmes plus complexes et délicats qu'elle ne l'avait fait depuis de longues années. Je comprends parfaitement vos préoccupations et me garderai bien d'en sous-estimer l'importance. Je crois cependant que mon premier devoir est aujourd'hui d'appeler l'attention de la Conférence principalement sur des questions qui intéressent la situation alimentaire dans l'ensemble du monde. Dans un monde où chaque mois qui passe met davantage en lumière les tensions d'une interdépendance de plus en plus étroite - citons seulement les incidences de l'inflation et de la hausse de l'énergie - il n'est plus possible, même si cela avait jamais été souhaitable, de considérer la situation alimentaire d'une région donnée indépendamment des perspectives mondiales.

Monsieur le Président, je pense que, lorsque nous nous sommes réunis pour la dernière fois à Munich il y a deux ans, bien peu d'entre nous auraient pu prévoir avec exactitude le retournement spectaculaire de situation que devait bientôt connaître l'économie mondiale. Pour parler en termes plus précis, bien que j'aie exprimé ma profonde préoccupation devant l'évolution de la production et du commerce agricoles dans les pays en développement, nous n'étions pas alors à même de mesurer toute l'ampleur des répercussions des conditions météorologiques défavorables, des politiques de stockage et des opérations commerciales de cette année-là sur les disponibilités alimentaires mondiales. Nous ne pouvions pas savoir qu'un an plus tard nous considérerions 1972 comme la première année pendant laquelle la production alimentaire ait effectivement fléchi depuis la seconde guerre mondiale. Nous ne pouvions pas non plus savoir que nous vivrions dans un état permanent d'anxiété devant l'affaiblissement ininterrompu des réserves mondiales de céréales, ni que nous subirions des hausses vertigineuses des prix des produits alimentaires, en voyant notamment les cours des céréales tripler d'un été à l'autre. C'est pourtant ce qui est arrivé. Bien que les récoltes aient été bonnes dans l'ensemble en 1973 et que les prix des céréales aient marqué une certaine détente, voilà déjà près de deux ans que nous vivons en butte à de graves dangers.

Comment se présentent la situation et les perspectives à l'heure actuelle ? Comme en 1973 - année de bonnes récoltes dans l'ensemble, je l'ai déjà dit - nous avons attendu avec anxiété cette année encore les résultats des moissons dont dépend, en grande partie, notre proche avenir. Malheureusement, nous avons eu moins de chance cette fois.

Il est encore trop tôt pour faire le bilan définitif de l'année mais il est évident que la situation s'est dégradée au cours des derniers mois et même des dernières semaines

en ce qui concerne les disponibilités alimentaires mondiales: il est désormais à peu près certain que la production alimentaire mondiale baissera de nouveau en 1974 et ce, pour la deuxième fois en trois ans, après avoir progressé de façon générale pendant plus d'un quart de siècle.

Les deux principales zones critiques sont les Etats-Unis, où les régions agricoles ayant déjà souffert d'une grave sécheresse, sont maintenant frappées par des gelées, et l'Asie, où la mousson a été très irrégulière. Ainsi aux Etats Unis, on a dû corriger fortement en baisse, à mesure que la campagne s'avance, les premières estimations qui faisaient prévoir d'excellentes récoltes de blé et de céréales fourragères. Certes, la récolte de blé marquera un nouveau record mais elle ne sera pas suffisante pour compenser l'amenuisement antérieur des stocks. En outre, les tonnages de céréales fourragères et de soja seront bien inférieurs aux chiffres de l'an dernier. Les résultats ont également été irréguliers dans d'autres pays développés très importants. Ainsi, le Canada verra ses disponibilités de blé tomber à un niveau sans précédent depuis dix ans, car le mauvais temps a provoqué une réduction de la superficie ensemencée. De même, comme vous ne l'ignorez pas, l'Europe occidentale, qui réalisera sans doute une récolte de blé nettement supérieure à celle de l'année dernière, enregistrera une baisse considérable de la production de céréales secondaires. Enfin, la récolte de blé de l'Union soviétique est bien inférieure à l'objectif fixé pour cette année bien qu'on espère, en guise de compensation au moins partielle, une excellente récolte de céréales secondaires.

En Asie, on se préoccupe naturellement avant tout de la production essentielle, celle du riz. Etant donné que la moisson n'est pas encore faite, on ne connaît toujours pas l'ensemble de la situation. Nous savons cependant que, si certains pays escomptent de bonnes récoltes, d'autres n'ont pas bénéficié d'une mousson favorable. En effet, la mousson a commencé trop tard puis s'est déchaînée, provoquant des inondations qui ont ravagé divers pays, notamment le Bangladesh, certaines régions de l'Inde et les Philippines. Plus récemment, dans certaines zones de l'Inde, par exemple, la mousson s'est terminée trop tôt, laissant ainsi de vastes régions en proie à une grave sécheresse.

Il est donc désormais peu probable que la récolte mondiale de riz soit meilleure cette année que l'année dernière. Cette prévision est déjà inquiétante en soi si l'on se rappelle que la production mondiale de céréales doit progresser chaque année pour suivre l'augmentation de la demande mondiale nécessairement provoquée par l'accroissement démographique, qui atteint désormais 80 millions environ d'hommes par an pour l'ensemble du monde. Toutefois, des menaces plus visibles et terribles dans l'immédiat pèsent sur des millions d'hommes en Asie par suite de cette conjonction diabolique d'inondations et de sécheresse.

La presse a longuement évoqué l'aggravation rapide de la situation en Inde. Comme la production totale de riz, de sorgho, de millet et d'autres céréales est restée bien inférieure aux niveaux excellents de l'année dernière, un nombre considérable d'habitants manquent déjà sérieusement de vivres. Certains sont même menacés par la famine. On pourrait normalement espérer qu'une meilleure récolte de blé, d'orge et de légumineuses d'hiver permettrait de redresser la situation dans une certaine mesure, mais la crise du combustible et des engrais ne permet guère d'entretenir des espoirs de ce genre cette année. Il est bien évident que l'Inde, le Bangladesh - où les inondations ont gravement compromis la récolte du riz - et plusieurs autres pays en développement d'Asie et d'autres régions devront importer bien davantage de produits alimentaires au cours des prochains mois. Toutefois, vous le savez, leurs balances des paiements se sont elles aussi gravement déséquilibrées. Etant donné que leur "facture alimentaire" est montée d'environ 4 milliards de dollars en 1972-73 à 10 milliards de dollars au moins en 1973-74, les pays en développement seront absolument incapables de payer tous les produits dont ils ont besoin d'urgence. Il ne faut pas non plus oublier que les programmes d'aide alimentaire ont été très fortement réduits depuis un an environ. Ainsi, pour éviter la véritable catastrophe qui les menace, des pays comme l'Inde auront besoin à la fois d'une aide financière importante pour faciliter leurs importations commerciales et d'une aide alimentaire nettement accrue.

Toutefois, il ne s'agit pas seulement de pénuries immédiates ou de famines éventuelles. L'atmosphère générale d'incertitude et d'insécurité dans laquelle le monde est plongé depuis

deux ans en ce qui concerne les approvisionnements alimentaires de base, va maintenant persister pendant au moins une année de plus. Nous ne sommes pas seulement condamnés à attendre avec anxiété les résultats des récoltes de 1975, en sachant bien que dans l'inter-
valle, nous n'avons aucune assurance de pouvoir faire face à une grave crise alimentaire mondiale si elle éclatait; nous devons aussi retarder d'une année encore la reconstitution indispensable des stocks, qui sont tombés au plus bas. Ainsi, dans la mesure où il est nécessaire de renforcer les stocks pour atteindre l'objectif à long terme essentiel d'un niveau minimal de sécurité alimentaire mondiale que j'ai proposé et que la Conférence de la FAO a fait sien, nous verrons la réalisation de cet objectif s'éloigner d'autant l'année prochaine.

Ayant rapidement esquissé les traits les plus inquiétants de la situation alimentaire mondiale telle que je la vois aujourd'hui, je voudrais maintenant, si vous me le permettez, consacrer quelques minutes à un aspect particulier de cette situation qui est symptomatique à certains égards et a spécialement retenu l'attention de la FAO ces derniers temps : je veux parler de la pénurie d'engrais et de pesticides.

Dans l'agriculture du monde moderne, où il est impératif d'accroître la productivité, l'emploi des engrais et des pesticides s'est généralisé avec une rapidité vertigineuse depuis quelques années. Ces facteurs jouent désormais un rôle aussi crucial dans les pays en développement qui s'efforcent de moderniser et d'accroître rapidement leur production que dans les grandes exploitations mécanisées des pays développés. Or, voici que le monde en manque au moment le plus crucial.

En ce qui concerne les engrais, la situation actuelle pose en elle-même un problème mondial majeur. Les disponibilités sont bien inférieures aux besoins du marché et les prix sont en pleine hausse, de sorte que les pays en développement se trouvent en concurrence avec les pays industrialisés pour obtenir une part des quantités insuffisantes disponibles. Nombre d'entre eux n'ont pas réussi à se procurer les tonnages qu'ils recherchaient. Ils ont tous dû faire face au fardeau que la hausse considérable des prix a imposé à leur balance des paiements.

Quant aux pesticides, la demande mondiale a elle aussi augmenté très fortement, tandis que la production marque maintenant un palier, sinon un recul. Cet arrêt est en grande partie imputable aux restrictions imposées dans les pays développés pour des raisons d'environnement, restrictions très louables en principe mais qui peuvent paraître quelque peu exagérées compte tenu des besoins de vivres du monde entier. A la fin de l'année en cours, le déficit de pesticides à l'échelon mondial pourrait bien atteindre 30 pour cent. Dans ce cas encore, la crise touchera aussi bien les pays développés que les pays en développement, mais les seconds se trouveront désavantagés: en effet, alors qu'ils produisent eux-mêmes la moitié environ des engrais dont ils ont besoin, ils sont presque entièrement tributaires des pays industrialisés pour leur approvisionnement en pesticide.

En mai dernier, le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a adopté une résolution concernant les mesures d'urgence en matière d'approvisionnement en engrais et en pesticides. Il m'a notamment invité à établir un plan d'opérations d'urgence afin d'accroître l'approvisionnement des pays en développement, entre autres en créant un fonds commun ("pool") des engrais. Il m'a en outre demandé de convoquer une session d'urgence du Conseil de la FAO pour examiner ce plan. Cette initiative de l'ECOSOC a des incidences très importantes, en ce sens surtout que la Résolution fournit l'appui politique nécessaire aux efforts que mène la FAO depuis 1958 afin de mettre sur pied des dispositifs internationaux pour la fourniture d'engrais aux pays en développement.

Le Conseil s'est réuni en juillet et nous a autorisés à lancer un Programme international d'approvisionnement en engrais devant servir de cadre aux efforts de la communauté internationale pour accroître les quantités mises à la disposition des pays en développement. Ce programme fait appel à la participation des gouvernements, de l'industrie des engrais, des organismes financiers et de la FAO qui doit faire, pour ainsi dire, office de chambre de compensation en s'efforçant d'accorder les disponibilités d'engrais, les déficits et les crédits nécessaires. Le programme constitue donc un large cadre couvrant à la fois l'action

bilatérale et l'action multilatérale. Il prévoit aussi expressément la création d'un "pool" des engrais qui sera alimenté par des contributions volontaires offertes à la FAO en engrais ou en espèces et aura donc un caractère purement multilatéral.

Pour bien suivre l'ordre chronologique, j'ajouterai qu'en ce qui concerne les pesticides, le Conseil de la FAO, tout en demandant l'attribution de produits de ce genre pour répondre aux besoins des pays en développement, a estimé que la situation était si complexe qu'il fallait s'attacher à obtenir des renseignements complets avant de prendre des mesures nouvelles concernant l'approvisionnement. Nous nous sommes donc surtout préoccupés jusqu'ici de rassembler les données nécessaires et d'engager des consultations avec les diverses parties intéressées.

Pour en revenir aux engrais, où en sont le programme et le "pool" ? Il va sans dire que, dès le début, nous avons activement entrepris des démarches auprès des gouvernements pour faire démarrer les opérations. Nous avons également procédé à une évaluation attentive et systématique des déficits d'approvisionnement, surtout dans les pays les plus touchés par la crise économique. Cette évaluation, complétée par une étude des disponibilités, n'a fait que confirmer, avec des détails supplémentaires, combien la situation des approvisionnements est réellement critique et a ainsi offert des orientations plus précises en vue d'une action.

Il est peut-être encore plus intéressant de savoir quelles ont été les réactions à l'ensemble de l'initiative. Nous avons enregistré quelques signes encourageants. A la session du Conseil, quatre pays - dont trois européens - se sont déclarés prêts à offrir des contributions au "pool". Plus récemment, les Pays-Bas, agissant de concert avec l'Ethiopie et la FAO, ont joué un rôle décisif dans l'organisation de la première livraison effective au titre du Programme, qui permettra de fournir aux agriculteurs éthiopiens 3 000 tonnes d'engrais aux prix de l'année dernière. Je sais, en outre, que d'autres pays examinent le rôle qu'ils pourraient jouer dans le cadre du Programme.

Malgré tout, je dois malheureusement constater que les réactions ont été bien décevantes jusqu'ici. Rien ou presque ne laisse prévoir une augmentation des allocations réservées à l'aide en engrais dans le cadre des programmes bilatéraux. L'industrie a, pour sa part, réservé certaines quantités en vue de livraisons au titre du Programme, mais elle l'a fait sur la base des prix d'exportation en vigueur, de sorte que cette décision ne saurait être considérée comme une contribution à l'aide. Le plus important, c'est que la réussite de tout le programme repose évidemment sur un soutien financier ferme des gouvernements, soutien sans lequel il n'est pas possible d'obtenir des fournitures des producteurs selon les besoins. A ce point de vue, la réaction générale a été négligeable par rapport aux besoins des pays en développement.

Il y a une chose que je tiens à indiquer clairement. La FAO considère que le mandat qui lui a été confié consiste à promouvoir à la fois l'action bilatérale et l'action multilatérale. Nous nous lançons dans cette entreprise non pas pour élargir la gamme d'activités que nous pouvons exécuter à nous seuls, mais pour amener tous ceux qui peuvent être utiles à adopter une approche intégrée et concertée car c'est de toute évidence le seul moyen d'obtenir les résultats nécessaires. Ceci dit, permettez-moi de renouveler les appels lancés par l'ECOSOC et le Conseil de la FAO. Je sais bien, comme je l'ai dit en commençant cette allocution, que vous avez vous-mêmes votre part de plus en plus lourde de difficultés et que, à juste titre, vous ne voyez pas bien pour quelle raison vous devriez être considérés comme les auteurs de la pénurie d'engrais dont souffrent les pays en développement. Je comprends, certes, tout cela mais l'Europe fait partie du monde. Il serait, je crois, profondément regrettable que les pays d'Europe - ou d'autres pays donateurs, traditionnels ou potentiels, je le reconnais - n'apportent pas l'appui indispensable que nous demandons pour soutenir la production vivrière nécessaire aux populations de ces pays qui sont les premières victimes du bouleversement économique que traverse actuellement le monde.

Monsieur le Président, je crois avoir suffisamment parlé d'un des aspects les plus critiques de la situation alimentaire mondiale. Je voudrais maintenant traiter de certaines propositions avancées pour faire face à cette situation dans le contexte de la Conférence mondiale de l'alimentation des Nations Unies qui, vous le savez, s'ouvrira à Rome dans moins d'un mois.

Pour parler franchement, ce pourrait être une des conférences internationales les plus cruciales qui aient jamais eu lieu. Ce pourrait être aussi une des moins glorieuses, en raison de l'ampleur des intérêts humains en jeu et des conséquences d'un échec éventuel. Elle mettra tout au moins les gouvernements devant leurs responsabilités quant à l'action à entreprendre pour faire face aux réalités de la situation alimentaire mondiale sur des bases plus larges et alors que l'opinion mondiale suit l'affaire avec une attention sans précédent.

Pour l'essentiel, les propositions soumises à la Conférence en vue de résoudre le problème alimentaire mondial - l'action commençant aujourd'hui et se poursuivant au moins jusqu'en 1985 - correspondent à trois grandes orientations : accroissement de la production dans les pays en développement, sécurité alimentaire et aide alimentaire. Je ne puis que me féliciter que les propositions d'action aient été formulées suivant ces grandes lignes car ce sont précisément celles que la FAO a toujours préconisées avec la plus grande énergie.

Tout repose à longue échéance sur l'accroissement de la production dans les pays en développement. Nous ne pouvons absolument pas laisser s'éterniser une situation telle que les régions où vit plus de 70 pour cent de l'humanité fournissent moins de 40 pour cent de la production vivrière mondiale, d'autant plus que la population de ces régions s'accroît beaucoup plus vite. Vous trouverez, dans la documentation destinée à la Conférence mondiale de l'alimentation, une estimation selon laquelle, si le taux d'accroissement actuel de la production ne s'accélère pas de plus d'un tiers, l'ensemble des pays en développement pourrait, dans une dizaine d'années, accuser des déficits céréaliers annuels approchant de 85 millions de tonnes dans des conditions normales et dépassant 100 millions de tonnes en cas de mauvaise récolte. Pour accroître la production dans les proportions requises, il faudrait, indépendamment d'une énorme augmentation des efforts et des investissements des pays en développement eux-mêmes, que l'apport de ressources extérieures en provenance d'autres pays passe d'environ 1,5 milliards de dollars, comme à l'heure actuelle, à au moins 5 milliards par an en 1980. Ce chiffre peut faire sursauter mais quel est l'autre terme de l'alternative ? il est tout à fait improbable que les pays développés considérés comme un ensemble puissent financer des importations commerciales de céréales permettant de combler des déficits comme ceux dont j'ai parlé; puisqu'il est exclu de laisser mourir de faim de nombreux habitants de ces pays, le volume d'aide alimentaire qu'il faudrait alors fournir coûterait bien plus que les 5 milliards de dollars de ressources extérieures que je viens d'indiquer comme nécessaire pour accroître la production.

La deuxième grande orientation est celle de la sécurité alimentaire mondiale. Vous connaissez certainement tous bien nos propositions concernant un système coordonné de politiques nationales de stockage que j'ai évoquées brièvement et qui sont maintenant reprises dans un Engagement international soumis aux gouvernements pour acceptation. Je ne reviendrai donc pas sur cette question mais je voudrais parler de deux éléments qui lui sont étroitement liés.

Il s'agit en premier lieu de la stabilisation des prix. Une entente internationale sur des niveaux de prix raisonnables tant pour les producteurs que pour les consommateurs faciliterait énormément l'application pratique de politique de stocks valables. Une telle entente offrirait un mécanisme d'action coordonnée pour accumuler les stocks et les débloquer en fonction de l'état de l'offre et de la demande. En outre, un cadre de prix plus stables contribuerait à créer des conditions facilitant une planification plus rationnelle en matière de production et de stockage dans les grands pays producteurs de céréales.

L'autre élément qui présente une importance énorme pour la sécurité alimentaire mondiale est la nécessité d'organiser un système amélioré d'information et de prévision sur l'alimentation couvrant le monde entier. Plus précisément, on a suggéré que la Conférence mondiale de l'alimentation demande à tous les gouvernements de coopérer en fournissant régulièrement toutes les informations requises par le système FAO d'information sur l'alimentation et d'alerte rapide quant à l'état des cultures et aux autres aspects pertinents de l'offre et de la demande alimentaires qui intéressent la sécurité alimentaire mondiale. J'estime, en toute franchise, que c'est bien le moins que les gouvernements puissent faire dans la situation mondiale actuelle. Pour parler sans ambages, je crois pouvoir dire que nous serions tous d'accord pour reconnaître que la non communication d'informations capitales

sur des questions alimentaires pouvant affecter la vie de millions d'hommes serait de toute évidence contraire à tout l'esprit et aux intentions dans lesquels la communauté internationale a organisé la Conférence mondiale de l'alimentation.

La troisième grande orientation des propositions d'actions soumises à la Conférence est l'aide alimentaire. Il s'agit ici, en premier lieu de mettre au point des dispositifs plus efficaces pour fournir des secours alimentaires d'urgence et, en deuxième lieu, de la nécessité d'établir des politiques d'aide alimentaire à long terme plus rationnelles et systématiques qui répondent mieux à des besoins plus généraux tels que la satisfaction des besoins nutritionnels minimaux des groupes vulnérables. Nous devons regarder les choses en face et reconnaître que, même si les pays en développement réussissent à accélérer fortement la progression de leur production agricole, nombre d'entre eux auront encore besoin d'une aide alimentaire pendant de longues années. Ils auront en outre besoin de l'obtenir sur des bases plus sûres que par le passé. C'est là une autre responsabilité que la communauté internationale ne saurait esquiver si elle veut que la Conférence mondiale de l'alimentation aboutisse à des résultats valables en fonction des réalités présentes. Je voudrais simplement formuler deux observations à ce propos, si vous me le permettez. Tout d'abord, il est indiqué dans la documentation préparée pour la Conférence que le coût de l'aide alimentaire devrait désormais être réparti équitablement entre les pays exportateurs de produits alimentaires et autres pays à revenu élevé. Cela est important car, selon moi, une approche internationale élargie en matière d'aide alimentaire est indispensable pour que les décisions ou recommandations que la Conférence pourra formuler à cet égard soient convenablement mises en oeuvre. En deuxième lieu, je voudrais rappeler un point, essentiel même s'il peut paraître par trop évident : pour réduire les besoins d'aide alimentaire, le moyen le plus rapide, le plus efficace et le plus souhaitable de façon générale est, bien entendu, de fournir davantage de ressources pour accroître la production agricole dans les pays en développement.

En résumé, si l'on veut que la Conférence mondiale aboutisse au genre de résultats dont le monde a désespérément besoin aujourd'hui, l'ensemble de la communauté internationale doit être prête à consentir des efforts absolument sans précédent. Elle doit avant tout se montrer réellement disposée à consacrer des ressources bien plus considérables à l'agriculture des pays en développement. En premier lieu - et je tiens à le souligner nettement ici - il faut une participation maximale de la part des pays en développement eux-mêmes. Il est certain que, dans le passé, ces pays n'ont pas investi suffisamment dans leur propre agriculture, ont beaucoup tardé dans l'ensemble à réformer les institutions périmées et n'ont pas fait grand chose pour faire participer la grande masse des populations rurales au processus de développement. Tout cela doit changer, mais, comme je l'ai dit maintes fois, ces pays ne peuvent tout faire à eux seuls. Ils doivent recevoir une aide des pays riches - de tous les pays riches. Aujourd'hui, il est plus clair qu'il ne l'a peut-être jamais été que cette aide doit prendre bien plus d'ampleur que les pays riches n'ont généralement voulu l'envisager dans le passé. La Conférence mondiale de l'alimentation sera l'heure de la vérité, l'heure à laquelle on verra si les gouvernements sont oui ou non disposés à faire face à leurs responsabilités collectives qui sont désormais aussi importantes - et souvent plus importantes - que leurs responsabilités nationales. Nombre de pays riches sont eux-mêmes en butte à des difficultés nouvelles, inutile de le répéter. Il ne fait cependant aucun doute que tous les pays riches sont en mesure d'être plus généreux et que, dans la crise actuelle, ils sont dans la nécessité d'être plus généreux dans leur intérêt propre autant que dans celui des pays pauvres. En effet, aucun pays ne saurait tirer profit d'un bouleversement mondial comme celui qui nous menace.

Monsieur le Président, comme je l'ai indiqué en commençant, j'ai cru devoir, dans ces circonstances, traiter surtout de la situation mondiale devant la Conférence régionale pour l'Europe qui s'ouvre aujourd'hui. Je voudrais maintenant m'attacher à l'agriculture européenne. Les problèmes sont évidemment variés dans la région car, entre autres facteurs, le niveau de développement des pays européens est loin d'être homogène. Toutefois, les récents événements ont montré une fois de plus que, même dans les pays où l'agriculture ne fournit qu'une part relativement faible du produit national brut, le développement régulier du secteur agricole est essentiel tant pour la santé de l'économie nationale que pour le bon déroulement des relations commerciales internationales. Je suis certain que vous évoquerez

longuement ces questions au cours de vos délibérations, notamment lorsque vous serez arrivés au point de l'ordre du jour qui concerne les objectifs des politiques agricoles en matière de production.

Nous avons proposé de faire de ce point le principal thème de la Conférence car il nous paraissait constituer l'une des conséquences logiques des débats sur l'ajustement agricole que la Conférence régionale précédente a entrepris il y a deux ans. Eu égard aux circonstances actuelles, je pense que ce choix a été judicieux. De toute évidence, d'autres aspects du développement agricole européen, comme les politiques structurelles et sociales, sont tout aussi importants pour assurer l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Toutefois, la nécessité majeure paraît être à l'heure actuelle de faire fonctionner plus harmonieusement le commerce international des produits agricoles, et dans ce contexte ce sont peut-être les politiques de production, nécessairement liées aux politiques de prix, qui doivent avoir la priorité.

Je ne peux m'empêcher d'évoquer ici certaines mesures restrictives, notamment la décision de suspendre les importations de viande de boeuf, que divers pays ont jugé nécessaire d'adopter récemment. Permettez-moi de dire que je comprends parfaitement les raisons qui ont inspiré ces mesures et que je sais qu'elles ont été adoptées à regret. Vous reconnaîtrez néanmoins, j'en suis certain, qu'elles ont eu des répercussions très nuisibles pour les exportateurs, notamment ceux des pays en développement. Je n'ai pas besoin d'insister longuement là-dessus pour le moment. Ce que je tiens davantage à mettre en lumière dans le contexte actuel, c'est que ces mesures sont la conséquence d'une distorsion du processus de production dans les pays qui ont dû les appliquer. Il est donc de l'intérêt de ces pays de trouver le moyen d'empêcher la situation de s'aggraver à tel point que les mesures de ce genre restent le seul recours possible. Je ne prétends nullement pouvoir offrir une solution à ces problèmes si complexes. Je voudrais cependant revenir aux conclusions des débats auxquels vous avez procédé il y a deux ans concernant l'ajustement agricole: vous aviez alors accepté d'un commun accord, ce qu'on avait appelé les "neuf points" qui, vous vous en souviendrez certainement, devaient servir d'orientations aux futures politiques agricoles aux niveaux national et international.

Parmi ces fameux neuf points, je me bornerai à citer les plus pertinents dans l'immédiat, par exemple le quatrième point suivant lequel les politiques de prix devraient être conçues avant tout pour orienter la production et non pour soutenir les exploitations à faible revenu. Le septième point recommandait que les pays développés d'Europe et d'ailleurs "s'attachent avant tout à élargir les possibilités d'exportations agricoles, particulièrement pour les pays en développement de toutes les régions", au premier chef les pays les moins avancés. Citons aussi le point huit aux termes duquel "il est essentiel que les divers pays poursuivent ensemble et simultanément les ajustements agricoles au niveau de l'exploitation ainsi qu'aux niveaux national, régional et global". Enfin, selon le point neuf "il est nécessaire de poursuivre la coopération internationale en vue de constituer un cadre mondial dans lequel les gouvernements puissent s'efforcer de donner plus de cohérence à leurs politiques nationales et régionales de l'ajustement agricole".

Eu égard aux problèmes agricoles auxquels l'Europe et d'ailleurs le reste du monde doivent faire face actuellement, ces neuf points me paraissent mériter un regain d'attention. Ils ont comme dénominateur commun la nécessité d'agir ensemble et non isolément, chaque pays ou groupe de pays tenant autant que possible compte des besoins des autres. Je dois dire, en toute franchise, que j'avais espéré que l'Europe progresserait un peu plus vite dans cette voie. Permettez-moi de vous suggérer de poursuivre la réflexion sur les conclusions si judicieuses que vous avez vous-mêmes formulées il y a deux ans et sur la possibilité de les appliquer en pratique aussi rapidement et aussi largement que possible dans l'intérêt général de la coopération internationale.

Vous vous demanderez - comme je l'ai d'ailleurs souvent fait moi-même - quelle contribution la FAO peut apporter à la réalisation de cet objectif dans une région hautement développée comme l'Europe où de nombreux contacts sont déjà bien organisés et où de nombreuses négociations internationales font déjà partie de la vie quotidienne. Je crois que la FAO peut être utile dans ce contexte parce que, vous le savez, elle reste la seule organisation

internationale pour l'agriculture qui transcende tous les groupements politiques et économiques. Ainsi, dans le contexte européen comme dans d'autres, la FAO peut servir de centre pour des consultations multilatérales élargies - consultations indispensables à l'heure actuelle, à mon avis - sur diverses questions liées à l'harmonisation des politiques de production et d'échanges agricoles. Des consultations engagées sur ces questions au niveau européen - et appuyées par les études requises, que la FAO est équipée pour entreprendre - prépareraient le terrain en vue d'un examen plus documenté au plan mondial, par exemple au sein du Comité des produits. L'une de ces questions pourrait être, selon moi, celle des politiques de prix et de leur incidence sur la production. Indiquons encore, compte particulièrement tenu des événements récents, la question des politiques de production et de commerce de la viande de boeuf. Il ne fait aucun doute que des consultations internationales plus dynamiques sont nécessaires sur ce point et que de nouvelles études concernant l'ensemble de la situation de ce produit en Europe aideraient à aboutir à des solutions rationnelles. Permettez-moi d'ajouter que nous avons déjà entrepris des études sur quelques autres questions intéressant les "neuf points", notamment les structures agraires, la modernisation des exploitations et certains problèmes technologiques. Nous souhaiterions que vous nous donniez des indications générales concernant toutes ces études lorsque vous arriverez au point de l'ordre du jour intitulé "activités courantes et futures en Europe".

Monsieur le Président, bien que j'aie surtout parlé aujourd'hui de la situation alimentaire mondiale, j'ai à peine pu aborder certains des problèmes immédiats ou à long terme qui caractérisent cet état de choses réellement critique. Plus j'y réfléchis, plus je suis certain que c'est avant tout l'indifférence que nous devons combattre. Bien que quelques signes récents fassent penser que certains pays riches seraient disposés à faire un peu plus pour aider ceux qui en ont le plus besoin, ces pays pratiquent en général encore une politique trop repliée sur elle-même. Or, c'est là une attitude que nous ne pouvons absolument plus nous permettre. Je n'ose pas penser à ce que deviendra le monde si nous n'orientons pas nos efforts vers la construction d'une société mondiale plus ouverte et plus juste.

Permettez-moi donc pour terminer ma dernière allocution devant une conférence régionale pour l'Europe, de demander instamment, en ma qualité d'européen, que nous ne laissions pas trop traîner les choses. Jamais le monde n'a eu autant besoin qu'aujourd'hui de la compétence, de la sagesse et de la force de l'Europe.

ANNEXE F

ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. FRANCISCO AQUINO
DIRECTEUR EXECUTIF DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

M. le Président, Excellences, MM. les délégués, Mesdames, Messieurs,

Je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude d'avoir l'occasion de participer au nom du Programme alimentaire mondial à la neuvième Conférence régionale pour l'Europe de la FAO.

Je suis heureux de me trouver dans cette belle ville de Lausanne et de revenir en Suisse, pays qui est un appui et un conseiller précieux pour toutes nos activités depuis la création du Programme. Inutile de rappeler que la Suisse est connue dans le monde entier pour ses dons généreux d'aide et l'accueil qu'elle réserve sur son sol aux organisations chargées de fournir une assistance aux pays en développement et à tous les hommes dans le besoin.

Nous nous trouvons réunis à la veille d'un événement important pour l'humanité, la Conférence mondiale de l'alimentation. Le Directeur général de la FAO a déjà souligné dans son intervention l'importance capitale de cette conférence et les circonstances exceptionnelles qui ont inspiré sa convocation. Il n'y a pas pour les peuples et les gouvernements du monde de tâche plus difficile et plus importante que d'adopter des mesures judicieuses afin d'assurer les approvisionnements alimentaires à venir et ensuite de les exécuter.

Je n'ai pas besoin de vous décrire ici la crise alimentaire actuelle ni ses effets. Quiconque a géré un budget alimentaire depuis un an environ ne les connaît que trop bien. Le Programme alimentaire mondial a lui aussi ressenti toutes les répercussions de la hausse vertigineuse des prix des produits alimentaires et des transports. Ces hausses ont tellement amputé le pouvoir d'achat que représentent nos promesses de contributions en espèces que nous avons dû avoir recours à diverses mesures restrictives afin d'utiliser au mieux les ressources réelles ainsi réduites et répondre aux besoins absolument prioritaires des pays bénéficiaires.

Les services du PAM suivent avec la plus grande attention la situation générale de l'alimentation et les modifications de la conjuncture économique de certains pays en développement lorsqu'il s'agit d'entreprendre de nouveaux projets et surtout d'organiser les activités à venir. En fait, il n'est pas possible d'examiner isolément le rôle que le Programme pourra être appelé à jouer dans les dix prochaines années; il faut le replacer dans le contexte des tendances probables de la demande et de l'offre de produits alimentaires et des répercussions de ces tendances sur les différents pays en développement.

Il ressort des projections relatives à la demande et à l'offre de ces produits jusqu'en 1985 qui ont été établies en vue de la Conférence mondiale de l'alimentation qu'aucun déficit alimentaire n'est à prévoir au niveau mondial. En fait, la production dépassera probablement la demande à ce niveau. Toutefois, les choses changent si l'on considère séparément le groupe des pays en développement: dans ces pays, la demande dépassera probablement la production et les déséquilibres seront bien plus importants que ceux qui sont enregistrés actuellement. Ces déséquilibres n'auront probablement guère de conséquences pour les pays en développement qui sont exportateurs de pétrole ou d'autres produits primaires dont la demande ne présente pas d'élasticité mais ils affecteront certainement - et j'ajouterai de façon dramatique - les pays que la hausse des prix des produits de base ne favorise pas.

Au PAM comme dans d'autres organismes d'aide alimentaire, nous nous préoccupons particulièrement des tendances probables de l'offre et de la demande de céréales. En effet, ces produits constituent l'essentiel de l'aide alimentaire. Si les tendances actuelles persistent, le déficit céréalier net des pays en développement qui sont importateurs nets atteindra sans

doute une centaine de millions de tonnes par an en 1985, ce qui représente près du triple des importations brutes effectuées par ces pays en 1969-71. Ce déficit serait encore plus considérable si on cherchait à satisfaire les besoins nutritionnels minimaux des groupes de population vulnérables des pays en développement, à plus forte raison si les récoltes étaient mauvaises certaines années. En outre, la situation sera sans doute particulièrement critique dans les pays en développement qui ne peuvent compter sur des rentrées suffisantes de devises faute de disposer de produits primaires appropriés pour l'exportation.

Ces projections sont bien entendu sujettes à des corrections suivant l'exactitude des diverses hypothèses adoptées en matière de population, d'augmentation et de distribution des revenus. La principale conclusion à en tirer reste cependant incontestable : si les tendances actuelles persistent, les déficits alimentaires des pays en développement augmenteront fortement au cours des dix prochaines années. C'est donc tout à fait à juste titre que la Conférence mondiale de l'alimentation se préoccupera principalement des mesures visant à redresser les tendances actuelles, et en particulier à accroître la production alimentaire dans les pays en développement. Elle examinera également l'aide, financière et technique, que la communauté internationale peut fournir à cette fin. Elle ne manquera certainement pas de formuler des recommandations capitales concernant le volume et la qualité des flux internationaux de ressources fraîches en faveur du développement alimentaire et agricole ainsi que les mécanismes à appliquer pour la mobilisation et l'utilisation de ces ressources.

Cependant les transferts de capitaux et de technologie - et l'accroissement du pouvoir d'achat des masses en vue de soutenir les augmentations considérables de la production alimentaire dans le tiers monde qui sont nécessaires - prendront du temps. Jusqu'à ce que les résultats de ces mesures se matérialisent, le déficit alimentaire croissant des pays en voie de développement devra être comblé au moyen de transactions commerciales, d'aide alimentaire ou des deux. Je compte d'ailleurs que les transactions de ce genre portant sur des produits alimentaires joueront pendant de longues années un rôle clé pour combler l'écart entre la demande et l'offre intérieures. Toutefois en raison de l'ampleur projetée des transferts, il faudra apporter de profondes modifications de structure aux paiements et aux échanges pour qu'ils s'effectuent principalement par les voies commerciales. La communauté internationale pourrait tenter de réaliser de telles modifications dans un proche avenir mais diverses difficultés surgiront certainement. J'ai donc la conviction qu'au moins pendant quelque temps et pour un certain groupe de pays en développement, l'aide alimentaire restera nécessaire pour combler la partie du déficit alimentaire qui persisterait même lorsque tout le possible aurait été fait pour accroître la production intérieure et les transactions commerciales.

En outre, l'aide alimentaire sera indispensable pour assurer une certaine marge de manœuvre face aux fluctuations de la production. La constitution de stocks alimentaires dans certains pays en développement dans le cadre du système FAO de sécurité alimentaire mondiale constitue une mesure capitale, entre autres, pour surmonter les échecs de récoltes imprévisibles. Mais je dois souligner ici encore que ce système ne donnera de bons résultats que si les pays en développement participants bénéficient d'un volume adéquat de transferts de ressources. Des missions de la FAO se sont déjà rendues dans certains pays pour étudier les possibilités de créer des réserves alimentaires et leurs implications et d'autres les suivront très prochainement. Le PAM participe à ces missions. Notons à ce propos que le Programme a déjà entrepris quelques projets tendant à créer des réserves à des fins de stabilisation des prix et a ainsi acquis une expérience précieuse dans ce domaine.

Les décisions politiques essentielles que le Programme alimentaire mondial devra prendre au cours des prochaines années devront être replacées, permettez-moi de le répéter, dans le contexte plus large de questions comme celles qui seront évoquées à la Conférence mondiale de l'alimentation. De toute évidence, les décisions concernant la politique et les priorités du Programme dépendront en grande partie du volume des ressources qui seront mises à sa disposition. Etant donné que l'aide alimentaire en général devra jouer un rôle de premier plan pendant quelque temps encore et que son volume sera certainement important, le véritable problème est pour la communauté internationale de savoir si les gouvernements décideront de faire passer cette aide par des organismes internationaux comme le PAM et,

si oui, dans quelle mesure. Les ressources qui seront mises à la disposition du Programme dans l'avenir proche seront fonction de cette décision.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler à ce propos la recommandation que l'Assemblée générale des Nations Unies a formulé après avoir examiné notre rapport sur "l'aide alimentaire et les problèmes connexes pendant la deuxième décennie du développement"; en effet, l'Assemblée générale a alors signalé à l'attention des Etats Membres l'avantage qu'il y aurait à faire passer une plus forte proportion de l'aide alimentaire par des voies multilatérales ... Sans préjudice du rôle particulier des programmes internationaux sous patronage privé, il serait souhaitable de faire une place particulière au recours au PAM lorsqu'il s'agit d'accroître l'aide alimentaire multilatérale.

Il faut espérer que les pays suivront cette recommandation. Pour le moment, nous nous trouvons du point de vue des ressources, dans une situation très tendue qui a fortement découragé la formulation de projets nouveaux alors que des demandes représentant au total 600 millions de dollars sont à l'étude. Pour mieux préciser l'état de nos ressources, je dirai qu'à la suite des hausses de prix des quinze derniers mois, un accroissement du simple au double ne ferait guère que ramener nos ressources au niveau antérieur à juin 1963 du point de vue quantitatif tandis qu'un passage du simple au triple ne représenterait qu'une progression de 50 pour cent par rapport au niveau maximum d'activité du Programme.

D'après nos estimations les plus récentes et les plus documentées, le Programme, même sur la base du faible niveau d'engagements actuel, manquera à la fin de 1975 d'environ 100 000 tonnes de blé et de produits dérivés, 130 000 tonnes de céréales secondaires et de produits dérivés, 83 000 tonnes de lait écrémé en poudre, 19 000 tonnes de beurre fondu liquide et 5 000 tonnes de denrées diverses.

Ces déficits seraient encore bien plus considérables si nous n'avions pas pris des mesures de gestion très sévères pour atténuer l'écart entre l'offre et la demande dans nos activités. Au cours des douze derniers mois, les nouveaux engagements ont été réduits à 63 millions de dollars et sont allés à concurrence de 88 pour cent aux pays en développement les moins avancés ou à des zones particulièrement critiques comme le Sahel. Or, le Programme pourrait, sans modification de structure, acheminer des quantités bien supérieures d'aide alimentaire en deux ans et à condition de disposer de délais suffisants pour assurer une programmation systématique. Permettez-moi d'indiquer quelques chiffres à titre d'ordre de grandeur : 1,5 million de tonnes de céréales, 175 000 tonnes de lait écrémé en poudre, 50 000 tonnes de beurre fondu liquide, 36 000 tonnes d'huile comestible, 15 000 tonnes de viande en boîte, 12 000 tonnes de légumineuses, 10 000 tonnes de fromage, 10 000 tonnes de poissons séchés ou en boîte et 8 000 tonnes de sucre. Indépendamment de ces quantités, le Programme serait en mesure d'administrer la part qui lui serait éventuellement attribuée sur la Réserve alimentaire internationale pour secours d'urgence envisagée qui se composerait à l'origine de 500 000 tonnes de céréales ainsi que de quantités appropriées de lait en poudre et d'autres produits essentiels pour les opérations de secours.

Les pays de la région européenne figurent traditionnellement parmi les donateurs du Programme, directement ou par l'intermédiaire de la CEE, mais nous avons pu autrefois, lorsque nos ressources étaient plus abondantes, aider certains pays d'Europe à exécuter leur plan de développement économique et social ou fournir une aide d'urgence.

A la suite du réaménagement des priorités en faveur des pays les moins avancés et des autres cas particulièrement critiques, les activités du Programme dans la région européenne se sont réduites et il n'est guère probable que des projets soient lancés en Europe, à de rares exceptions près. Ce simple fait démontre la gravité de la situation où se trouve le Programme car nous savons bien qu'il existe dans cette région des zones qui auraient encore grand besoin d'une aide au développement.

La faiblesse des ressources dont nous disposons pour 1975 nous a contraints à limiter les nouveaux engagements pour l'année prochaine à 120 millions de dollars E.U. et nous devons regrouper nos efforts en faveur des pays les moins avancés et des zones particulièrement critiques. Comme je l'ai déjà dit, ces ressources ne permettront de couvrir

qu'une fraction des demandes à l'étude dans nos services, qui représentent 600 millions de dollars E.U. au total. Je suis convaincu que si le Programme disposait de ressources moins insuffisantes, il pourrait élargir son aide au lieu de la réserver au petit groupe actuel de pays bénéficiaires et donner une réponse positive à diverses requêtes urgentes et valables, en ce qui concerne notamment l'alimentation des groupes vulnérables dans un plus grand nombre de pays. Il serait en outre en mesure de participer plus efficacement à la constitution de réserves alimentaires dans le cadre du Programme FAO de sécurité alimentaire mondiale tout en fournissant une aide aux pays frappés par des catastrophes brutales. Le PAM a acquis une grande expérience en matière de secours d'urgence depuis sa création et il a assuré la coordination d'opérations d'aide alimentaire multilatérale dépassant largement ses propres ressources à diverses occasions - Inde, Bangladesh, zone sahélienne, Ethiopie. Les ressources actuellement disponibles pour les opérations d'urgence sont limitées à 10 millions de dollars E.U. par an et j'ai la certitude que s'il bénéficiait d'un apport accru de dons multilatéraux, le Programme alimentaire mondial pourrait bien mieux remplir ses fonctions en matière de secours d'urgence au sein du système des Nations Unies.

Je suis sûr que les représentants des gouvernements réunis ici comprendront bien la position où je me trouve en qualité de Directeur exécutif et les raisons pour lesquelles le Programme attend avec une certaine anxiété les résultats de la Conférence mondiale de l'alimentation qui s'ouvrira le mois prochain.

Ce ne sont pas les idées qui manquent pour résoudre le problème de l'alimentation et le monde ne manque pas de ressources et de technologie pour mettre ces idées en oeuvre. Ce qui manque, c'est la volonté d'agir car les gouvernements tout comme les peuples hésitent à faire les efforts et les sacrifices nécessaires pour résoudre les problèmes de production et de distribution des produits alimentaires dans le monde.

Tant que ce problème ne sera pas résolu, l'aide alimentaire restera à la charge de chaque pays ou groupe de pays en mesure d'apporter sa contribution. En raison de son ampleur et de sa nature même, cette aide ne saurait être considérée comme une charge revenant à quelques pays seulement mais elle exige un partage aussi large que possible des responsabilités.

Le Programme alimentaire mondial est prêt, pour sa part, à répondre à tous les appels et toutes les requêtes que pourra lui adresser la communauté mondiale.

